

collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne
n° 5 avril-mai 1980

Résistances

Reportage : Thiote, un splendide isolement

Étude : Administration publique et développement

Politique : La sensibilité politique Manigat
se précise et s'organise

Tribune : Ghislaine Charlier écrit à Émile Ollivier

Critique : Des zombis à l'Université

Déclaration : La communauté haïtienne du Québec et le référendum

Revue de presse : Réfugiés cubains et haïtiens

Chronique : Anba pié mapou-a

Dessin : Des langues et des discours

Critique : Fiction et narration dans

Le Mât de Cocagne de René Depestre

Notes de lecture : Un manuel dépassé... décevant et dangereux ;
Pélagie-la-charrette

Nouvelle : Épilogue pour Leyda

Peinture : Une visite chez Bernard Wah

Hommage : Hommage à Jean-Paul Sartre

Livres reçus

collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne
n° 5 avril-mai 1980

Résistances

Reportage : Thiote, un splendide isolement

Étude : Administration publique et développement

Politique : La sensibilité politique Manigat
se précise et s'organise

Tribune : Ghislaine Charlier écrit à Émile Ollivier

Critique : Des zombis à l'Université

Déclaration : La communauté haïtienne du Québec et le référendum

Revue de presse : Réfugiés cubains et haïtiens

Chronique : Anba pié mapou-a

Dessin : Des langues et des discours

Critique : Fiction et narration dans

Le Mât de Cocagne de René Depestre

Notes de lecture : Un manuel dépassé... décevant et dangereux ;

Pélagie-la-charrette

Nouvelle : Épilogue pour Leyda

Peinture : Une visite chez Bernard Wah

Hommage : Hommage à Jean-Paul Sartre

Livres reçus

collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne
n° 5 avril-mai 1980

Éditeur

Les Éditions Collectif Paroles Inc.
Boîte postale 263,
Succursale LaSalle
LaSalle, P.Q. H8R 3V2, Canada

Rédacteur en chef

Claude Moïse

Comité de rédaction

Yves Flavien
Cary Hector
Claude Moïse
Daniel Holly
Émile Ollivier
Henri Piquion
Pierre Simon

Collaborateurs

Gérard Baptiste
André Bellamy
Antoine Dodard
Marie-Josée Glémaud
Micheline Labelle
Serge Larose
Charles Manigat
Max Manigat
Charles Pierre-Jacques
Séverine Saget
Elder Thébaud

Graphisme/Illustration

Gérard Baptiste
Gérard A. Holly

Composition et montage

Composition Solidaire

Administration

Henri Piquion

Collectif Paroles Inc.
Boîte postale 263, Succursale
LaSalle, Lasalle, P.Q., H8R 3V2,
Canada

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque d'Ottawa
1er trimestre 1980

Sommaire

| | |
|----------------------|---|
| La parole au lecteur | 3 |
|----------------------|---|

Éditorial

| | |
|--------------------------------|---|
| • Résistances par Claude Moïse | 5 |
|--------------------------------|---|

Haïti

| | |
|--|----|
| • Reportage : Thioté, un splendide isolement par Claire et Toussaint | 7 |
| • Étude : Administration publique et développement par Daniel Holly | 10 |

Dans la diaspora

| | |
|--|----|
| • Politique : La sensibilité politique Manigat se précise et s'organise par Pierre Simon | 18 |
| • Tribune : Ghislaine Charlier écrit à Émile Ollivier | 21 |
| • Critique : Des zombis à l'Université par Cary Hector et Charles Pierre-Jacques | 23 |
| • Déclaration : La communauté haïtienne du Québec et le référendum | 26 |
| • Revue de presse : Réfugiés cubains et haïtiens | 27 |

Culture et société

| | |
|--|----|
| • Chronique : Anba pié mapou-a par Antoine Dodard et Michel Acacia | 28 |
| • Dessin : Des langues et des discours, une page de Philippe Fils-Aimé | 29 |
| • Critique : Fiction et narration dans <i>Le Mât de Cocagne</i> de René Depestre par Marie-Josée Glémaud | 30 |
| • Notes de lecture : Un manuel dépassé... décevant et dangereux par Max Manigat | 33 |
| Pélagie-la-charrette par Ghislaine Charlier | 34 |
| • Nouvelle : Épilogue pour Leyda par Émile Ollivier | 36 |
| • Peinture : Une visite chez Bernard Wah par Émile Ollivier | 38 |
| • Hommage : Hommage à Jean-Paul Sartre par Henri Piquion | 39 |
| • Livres reçus | 40 |

N.D.L.R. Collectif Paroles s'engage à publier dans la mesure du possible les lettres des correspondants qui indiquent leurs nom, prénom et adresse. Si pour des raisons de convenance qui leur sont propres certains correspondants veulent garder l'anonymat, ils doivent néanmoins mettre un membre de la rédaction en mesure de les identifier. Dans le cas contraire nous ne nous engageons point à rendre publics leurs textes.

Sans altérer la pensée de l'auteur la rédaction peut se voir obligée d'abrégé certains textes.

Carignan, le 26 février 1980

Collectif Paroles
B.P. 263, Succ. LaSalle
LaSalle, Québec

M. le rédacteur en chef
MM. du comité de rédaction,

Suite à la lecture des trois premiers numéros de *Collectif Paroles*, je viens ajouter aux encouragements déjà reçus quant à la pertinence et à la qualité d'une telle revue.

Je tiens surtout à souligner l'importance enfin accordée par une revue haïtienne aux conditions de vie des Haïtiens vivant ici au Québec. Il était plus que temps que des Haïtiens se mettent à l'oeuvre afin de conscientiser leurs compatriotes aux causes et aux conséquences de cet état de fait de la présence haïtienne au Québec, des conditions de vie de cette collectivité qui s'accroît sans cesse. À cet égard, les articles portant sur l'action des organismes d'aide tels Maison d'Haïti, Fraternité Haïti-Québec et autres, les articles traitant des problèmes scolaires des jeunes Haïtiens dans les écoles québécoises, les analyses de situations vécues quotidiennement par ces immigrants tentant de s'intégrer à la société québécoise, ces articles, dis-je, me paraissent dans l'ensemble extrêmement importants par l'impact qu'ils ont sur les lecteurs : prise de conscience d'un état de fait et, conséquemment, interrogations et actions.

Il serait même très important, à mon avis, que certains de ces articles, comme, par exemple, « Le bulletin de santé de la communauté haïtienne » et « Sur les problèmes des enfants haïtiens en milieu scolaire » fassent l'objet d'une plus large diffusion en paraissant dans des revues ou journaux spécialisés d'ici afin de sensibiliser aussi les Québécois directement concernés.

Ceci dit, il ne faudrait pas croire que l'ensemble de *Collectif Paroles* ne présente pas d'intérêt en dehors des articles précédemment notés. Je la crois cependant difficilement accessible à qui n'est guère informé de la situation socio-économique et politique prévalant en Haïti, ce qui demeure toutefois normal puisque cette revue est d'abord un organe de liaison des Haïtiens en diaspora et, qu'à ce point de vue, elle m'apparaît répondre à de véritables besoins souvent exprimés dans ce milieu.

Bref, une revue d'intérêt certain pour ceux à qui elle se destine, présentant aussi un grand intérêt pour les Québécois auxquels elle devrait être diffusée le plus largement possible, du moins en partie.

J'affirme donc mon appui et offre mes félicitations à toute l'équipe de rédaction qui, de par sa composition, offre toutes les garanties possibles d'honnêteté et de professionnalisme.

Longue vie à *Collectif Paroles*.

Une lectrice assidue,
Lise St-Jean
enseignante
4125, rue Bourgelas
Ville Carignan
Chambly, Qué.
J3L 3M7

Guzman et sa politique

Il est malheureux que notre appréhension des phénomènes politiques et de leurs conséquences pour la vie des peuples soit encore rudimentaire. La décision du gouvernement de Guzman à l'endroit des Haïtiens d'avant-garde résidant en République Dominicaine évoque de tristes réflexions. Et pour le peuple dominicain, et pour le peuple haïtien. Pourtant, les réactions sont plutôt timides.

Pour le peuple dominicain, il s'agit du mépris avec lequel le gouvernement traite le pouvoir judiciaire de son pays. C'est un indicateur-clef que le peuple dominicain est encore très loin de la démocratie à laquelle il aspire tant. Pauvre peuple qui, après la tyrannie de Trujillo-Balaguer, doit maintenant vivre sous l'empire de belles promesses et de beaux discours. Il s'agit aussi de l'importante question relative aux relations entre un gouvernement et le parti qui a été à la base de son accès au pouvoir. Comment Guzman et sa clique peuvent-ils se permettre de s'écarter à ce point des lignes de ce parti ? Pourquoi, d'ailleurs, le PRD a-t-il été obligé de présenter Guzman en tant que son candidat à la présidence ? Il faut bien dire « obliger », car les paramètres qui

définissent l'homme dans le champ socio-politique dominicain ne pouvaient nullement faire de lui le candidat idéal d'un parti qui se veut plutôt progressiste. Certainement, nous observons là un cas de l'inefficacité avec laquelle opèrent les partis politiques dans le milieu latino-américain. L'importance de la question, cependant, n'est pas seulement dans son intérêt académique : elle est surtout dans ses conséquences pour la vie des peuples.

Pour les Haïtiens, et surtout, de façon plus immédiate, pour ceux des « bateys », il s'agit de la persécution systématique dont ceux qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie sont victimes. D'une persécution arbitraire, dépourvue des considérations les plus élémentaires, les plus légitimes. L'Haïtien est torturé par la tyrannie. Il est torturé par la misère engendrée par cette tyrannie et, pour le comble, l'on conspire ici et là pour empêcher que les voix de libération ne s'expriment. On est fatigué de faire entendre à ceux qui supportent les dictatures que les peuples en souffrent ; leurs intérêts dans l'exploitation du travail humain les empêchent de comprendre. Nous voulons croire qu'ils ne seront pas surpris.

Les réactions sont encore timides. Les formations haïtiennes répondant au nom de partis politiques portent très profondément les marques de la tradition politique du pays. Les querelles régionales, familiales et personnelles l'emportent encore sur les questions de principes. Les masses populaires sont éloignées des débats, elles ne sont pas suivies dans leur cadre quotidien. On comprend donc que les oppresseurs ne s'inquiètent pas trop. On comprend donc que le peuple haïtien ne sorte encore les rues pour crier sa haine à ceux qui l'oppressent et s'enrichissent de son travail.

La décision de Guzman d'expulser Denis et Moïse a des conséquences graves pour la lutte des peuples dominicain et haïtien. Pour le peuple haïtien, qui est certainement le plus touché, ce sont ses années de faim, de répression, de honte et de mépris international que l'on conspire tout simplement à prolonger.

New York, 7 mars 1980

Martial

COLLECTIF PAROLES

serait intéressé à entrer en contact avec des personnes ou des organismes possédant des documents visuels (photo-diapositives-films, etc.) qui pourraient servir à la section Graphisme/Illustration de son Service de documentation.

« Manger haïtien, mais manger mieux »

Mesdames Lucie et Ruffine B.
Monsieur Henri Piquion
Collectif Paroles

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre article sur les habitudes alimentaires des Haïtiens. Il me plaît de vous faire part des réflexions que m'inspirent vos constatations. Le fait d'inviter nos compatriotes à considérer aussi les effets de leurs habitudes alimentaires sur la santé me paraît d'une grande importance. À ce point de vue, je crois que la dernière phrase de votre conclusion pourrait être : Est-il raisonnable de dire que nous mangeons bien ? Je laisserais entendre que, dans le système, toute la communauté haïtienne aurait la capacité économique d'y arriver, en admettant que les limites d'un budget ne sont pas nécessairement les limites d'une bonne nutrition.

Puisqu'il est connu que le maintien d'une bonne alimentation constitue la base fondamentale de la santé, nos habitudes alimentaires ne doivent pas être une entrave à notre bien-être.

Pensez « alimentation » est à l'ordre du jour un peu partout dans le monde. On est de plus en plus convaincu qu'il est temps de remettre en question sa façon de s'alimenter afin d'empêcher les répercussions néfastes des habitudes alimentaires sur la santé.

« Il faut manger pour vivre », mais il y a toujours le « quoi » manger, comment « le » manger et la quantité à manger.

La ration alimentaire quotidienne doit apporter à notre corps tout ce dont il a besoin pour son bon fonctionnement. Se nourrir convenablement implique que non seulement nous devons fournir à notre organisme des éléments nutritifs essentiels : les glucides, les protéines, les lipides, les minéraux, les vitamines et l'eau, mais aussi tenir compte de la façon dont notre corps utilise ces éléments pour nous maintenir en santé. Ainsi, il y a une nutrition à tous les âges : pendant la grossesse, la lactation, l'enfance, l'adolescence, la vieillesse et aussi au cours d'une maladie. Car de l'aptitude du corps à utiliser les éléments nutritifs dépendra notre condition physique.

On sait que « prévenir vaut mieux que guérir » et un effort de surveillance dans le domaine de l'alimentation est un investissement à long terme qui peut nous garantir bien des joies dans la vie.

Il est important de voir à la nature des aliments que nous absorbons, à leur valeur énergétique, sinon nous nous exposons à des maladies dites de carence ou à d'autres troubles de santé causés par l'abus de certains produits alimentaires.

En remontant un peu à la source, nous

pouvons facilement constater que dans nos habitudes alimentaires la valeur nutritive des aliments ne préoccupait pas tellement nos parents. C'est compréhensible, car surveiller la qualité alors que la « quantité suffisante » n'est même pas assurée constitue un problème d'un autre ordre. Pour nos mères, la journée était bonne quand tout le « monde » avait le « ventre plein ». C'est une victoire satisfaisante dans leurs luttes quotidiennes bien qu'elle soit à court terme. Vaillamment elles reprenaient la lutte du lendemain ayant pour objectif que la journée d'aujourd'hui soit aussi bonne que celle d'hier.

À ce niveau social les maladies de carence vont bon train, mais ne sont pas inquiétantes. « C'est la vie dure. » Quand une détérioration significative de la santé s'ajoute et mène à la mort, la cause malheureusement est souvent cherchée ailleurs.

Une progression dans l'échelle sociale nous amène à désirer le « mieux être », à améliorer notre habitat en même temps que nos repas du dimanche, mais toujours selon nos « goûts », « nos rêves gastronomiques » que nous avons en tête de satisfaire dès la première possibilité économique. « Grossir » devient un atout recherché par les femmes haïtiennes ; car pour nos hommes, nous devenons plus attrayantes : nous sommes en « forme » !

Les repas pris de façon plus régulière contiennent de plus en plus une quantité appréciable de féculents ou glucides : bananes, patates, tayo, riz, pois, maïs, etc.

La viande de boeuf est plus ou moins appréciée ; nous sommes attirés par certaines formes de protéines : poissons à l'occasion, la poule du dimanche, le hareng ou la morue de la semaine.

Notre attitude face à la consommation de la viande mérite peut-être une investigation, mais toutefois, je peux présumer que les femmes haïtiennes, en général, mangent beaucoup moins de viande que les hommes. Est-ce une question de conditionnement ? N'empêche que nos hommes ont le plus souvent hérité des meilleurs « morceaux » sans tenir compte de la quantité restante et ils ont été longtemps des privilégiés sur la question de l'alimentation.

Aussi, nous les femmes, même si nous désirons être en « forme », nous devons nous rappeler que « gro dèyè pa di la santé ».

Vivant à l'étranger, nous continuons à conserver, même jalousement, nos vieilles habitudes alimentaires. Avec l'amélioration de notre situation économique, nous sommes encore plus portés à satisfaire nos exigences gustatives, nos rêves, nos frustrations. Tant que nous paraissions en bonne

santé, il nous convient de profiter pleinement des délices de notre table. Avec notre tendance à utiliser la « graisse » en tout et partout : nos « légumes », nos fameuses « sauces » sont recouverts d'une large couche d'huile reluisante et colorée ; le fond de nos casseroles de riz reste imprégné de gras ; les filets de hareng, de morue, de poisson doivent mijoter dans de l'huile et du beurre ; le porc nous donne de si bons griots croustillants qui agrémentent nos « banquets », et j'en passe.

Le sucre est largement utilisé. Notre café noir très sucré, nos desserts, surtout des gâteaux, sont tentants. Nous buvons notre lait « comme ça nous plaît » très peu mais bien sucré. « Ô Scandale » pour nos hôtes québécois : le sucre dans du lait !

En fait, il s'agit là d'une prise de conscience de notre façon de nous alimenter qui nous cause peut-être déjà ou qui peut nous causer des problèmes de santé. Nous ne sommes pas toujours portés à prendre des moyens pour la préserver sinon devant le fait accompli, lorsque nous voulons reconquérir une santé chancelante. Encore beaucoup d'entre nous commencent à se réveiller, à prendre leur santé en main quand la menace de la perdre se fait de plus en plus concrète.

Si nous voulons nous maintenir en bonne forme physique, il est important de savoir que seule une alimentation équilibrée est bénéfique — alimentation permettant de se constituer des réserves dans un corps apte à les utiliser.

Les habitudes alimentaires font partie intégrante de la vie de chaque individu, ainsi on voit bien à travers l'enquête tous ces facteurs déjà connus qui influencent nos habitudes alimentaires : les convictions morales, les traditions, les limites de disponibilité des aliments, les facilités de conservation de la nourriture, les sollicitations du commerce, etc. Cependant, même si le choix et la consommation des aliments restent en fonction de nos niveaux économiques, sociaux, culturels et même psychologiques, nous pouvons arriver à éliminer de nos habitudes certaines croyances ou rites qui exigent un apport excessif de sel, de graisses, de sucre dans nos rations alimentaires, ou encore une cuisson trop prolongée de certains aliments (les légumes, par exemple) pouvant enlever surtout leur teneur en vitamines.

On dit que pour amener les individus à bien se nourrir il n'y a pas de technique en soi, il y a bien sûr des conseils, des principes utiles. Aussi, je laisse la porte ouverte à des compatriotes experts ou non en matière de nutrition qui voudront bien élaborer des approches capables d'amener la communauté haïtienne à penser « santé » en mangeant bien.

Edna Étienne,

• Résistances

Claude Moïse

Le président du Parti démocrate-chrétien d'Haïti, M. Sylvio Claude, a recouvré sa liberté, non sans avoir lutté âprement, de sa geôle étant, avec le concours des membres de son parti et de sa famille. Arrêté le 29 août 1979, pour activités dites séditionnelles, Sylvio Claude sera rejoint en prison par quelques-uns de ses partisans et d'autres Haïtiens frappés par la vague de répression du mois de septembre 1979. On sait, depuis, que le président du Parti démocrate haïtien n'a cessé de protester contre sa détention illégale. La presse locale indépendante et la presse d'opposition en exil en ont fait état. La Ligue haïtienne des droits humains, le parti de Grégoire Eugène, devenu le Parti social-chrétien et le propre parti de M. Claude ont réclamé du gouvernement qu'il traduise les prisonniers devant les tribunaux, tel que la Constitution du pays le prescrit. À ces démarches, les autorités n'ont répondu que par un silence méprisant que ne réussissent pas à crever le comportement rebelle et les tapages du prisonnier.

En février 1980, des citoyens de plusieurs pays européens écrivent au gouvernement haïtien pour réclamer une amélioration des

conditions de détention des prisonniers politiques et la mise en marche de la procédure légale pour permettre aux tribunaux de disposer de ces cas. Cette intervention remarquée, qui sera bientôt suivie par l'entrée en scène de Amnistie Internationale relance l'affaire Sylvio Claude. Mais le coup d'accélérateur va être donné par le prisonnier lui-même, qui, conjointement avec dix autres prisonniers, déclenche une grève de la faim, le 27 février 1980. Quelques jours plus tard, soit le 12 mars, on aura appris que sur la foi d'un rapport psychiatrique établi par le Docteur L. Douyon, qui conclut à l'incapacité de Sylvio Claude « à témoigner en justice de façon valable », le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu en faveur de ce dernier et des autres prisonniers politiques du Parti démocrate-chrétien.

Les voilà libérés légalement de prison. Mais tout porte à croire que ce n'était qu'une mise en scène, cette étape médico-légale du règlement de l'affaire par le pouvoir politique. Plutôt que de libérer les prisonniers, le gouvernement manœuvre auprès de Sylvio Claude pour qu'il parte en exil. Celui-ci résiste. Par deux fois,

dit-on, il est conduit à l'aéroport international pour être embarqué de force. Par deux fois, il se déchaîne tant et si bien contre ses gardiens qu'on doit le ramener au Pénitencier national. Aux émissaires du gouvernement, les ministres de l'Intérieur et des Relations extérieures, venus le convaincre de s'en aller, pour son bien, il oppose un refus catégorique. Dernier acte : Jean-Claude Duvalier, en personne, le reçoit chez lui pour tenter de lui faire comprendre qu'il y va de son intérêt de partir pour l'étranger, parce que lui, le chef de l'État ne peut garantir sa sécurité et prévenir toute action irréparable de l'aile dure du gouvernement. Sylvio Claude promet de réfléchir et demande à consulter sa famille. De retour dans sa prison, il convoque ses proches. La concertation a lieu. Décision finale. Sylvio Claude refuse de partir.

Le gouvernement n'a donc plus le choix. Le courage, la ténacité, la vigilance de Sylvio Claude et de ses proches auront eu raison des manœuvres répressives du pouvoir.

Ce prisonnier encombrant est maintenant libre. Cette liberté recouvrée dans les conditions que l'on sait constitue, à elle seule,

indépendamment des forces politiques réelles qu'elle met en oeuvre, une victoire de la résistance haïtienne. Protester contre l'arbitraire et l'injustice, dénoncer les abus, réclamer ses droits, refuser de se soumettre au diktat de la police, alors qu'on est prisonnier ; refuser d'aller en exil, percer les murs insonorisés de la prison, alerter l'opinion publique, alors qu'on a l'habitude de ravalier son indignation et de se taire devant la force brutale, c'est tout à l'honneur de Sylvio Claude, de ses parents et de ses compagnons qui ont fait la preuve que la détermination est payante. Sont-ils en train de nous faire comprendre qu'il est bel et bien révolu le temps où l'on se laissait égorger gentiment, qu'il est arrivé le temps où il faut résister de toutes ses forces pour ne pas crever dans l'indignité ?

La lutte de Sylvio Claude, — doit-on le rappeler ? — s'est développée dans une conjoncture où le mouvement démocratique cherche à s'affirmer et à arracher au pouvoir des morceaux de liberté et la reconnaissance des droits élémentaires à la survie des individus et des groupes. Avec des hauts et des bas, la presse indépendante maintient autour du pouvoir une vigilance critique. Grâce à elle, les prisonniers politiques ont pu faire entendre leurs cris de révolte. Les protestations des individus bafoués, spoliés et agressés, les revendications des ouvriers en grève ou des paysans menacés de dépossession trouvent un écho multiple dans les médias indépendants. La Ligue haïtienne des droits humains est sortie du silence qu'elle s'est imposé après le fameux vendredi noir du 9 novembre. Elle a établi un réquisitoire implacable contre le gouvernement, au moment même où, la Commission des droits de l'homme de l'OEA, dans un rapport rendu public par l'hebdomadaire *Haiti-Observateur*, dénonce la répression et la torture

en Haïti. Face aux démobilisations intermittentes causées par une dure réalité qui s'étire sans qu'apparaissent des certitudes de changement, il est réconfortant de savoir que les résistances à la misère et à l'oppression ne sont pas anéanties.

La longue marche des démocrates et des patriotes haïtiens est pénible, souvent déprimante. Mais les prises de liberté et de pouvoir faites par ci par là ne sont pas que des petits coups sans lendemain. Elles constituent un capital actif, une nouvelle dynamique qui ronge la structure, gruge sur le système. Il est vrai cependant que sans perspective et sans alternative, le mouvement démocratique s'expose à la récupération par le pouvoir et au piétinement dans la morosité.

Que va-t-il se passer entre le pouvoir et un Sylvio Claude, apparemment résolu à mener une lutte serrée contre les injustices de toutes sortes ? Comment ce gouvernement, d'essence répressive, va-t-il réagir aux éventuelles campagnes de dénonciation et de critique de ses actes ? Sylvio Claude, l'enfant terrible du mouvement démocratique haïtien, va-t-il obliger celui-ci à prendre un nouveau tournant ? Qu'y a-t-il de commun entre les différentes manifestations sociales et politiques des résistances en Haïti ? Peuvent-elles dégager de nouvelles perspectives et opposer à la pratique duvaliérienne un nouveau projet de société défini et assumé clairement de manière concrète et opérationnelle ? Au moment où paraîtra ce numéro ces questions auront peut-être reçu un commencement de réponse ou non. Il n'en reste pas moins qu'elles se dégagent de la conjoncture et vont continuer à hanter la scène politique haïtienne.

Le paradoxe de la situation politique haïtienne, c'est l'existence d'un mouvement démocratique à visées revendicatives et à caractère légal qui se meut dans le cadre étroit d'un régime absolu. Le

pouvoir de Duvalier est déclaré à vie et celui-ci l'exerce sans contrôle, sans aucune possibilité légale d'alternance. C'est ce qui explique qu'en Haïti des partis politiques légalement constitués se déclarent non-duvaliéristes et pas anti-duvaliéristes. Tel est le cas du Parti démocrate-chrétien de Sylvio Claude et du Parti social-chrétien de Grégoire Eugène. Officiellement ces partis ne visent pas à la conquête du pouvoir d'État, puisque ce pouvoir est à vie. Mais concrètement, ces partis et d'autres ne sont appelés à se développer et à devenir pleinement opérants que dans la mesure où dans leurs actions et leur organisation, se dégage une solution de rechange crédible, portée par le pays. C'est d'ailleurs à l'ensemble du mouvement démocratique haïtien que ce problème est posé. Certes les dénonciations des abus, les protestations pourront arracher des individus à la prison, des victimes à leurs bourreaux ; les revendications tenaces porteront des fruits. Et il est bien ainsi. Mais comment passer de la phase critique à une phase positive de projets qui rompent avec l'expérience duvaliérienne ? Comment le mouvement démocratique haïtien peut-il sortir de sa situation de « captivité », du cercle vicieux, pour relancer au grand jour les problèmes de fond et impulser un mouvement national dynamique, imaginatif et patriotique ?

Ces questions qui nous reviennent comme un refrain, se posent également aux oppositions extérieures, potentielles ou organisées, qui ne les vivent certes pas dans leur intensité quotidienne mais qui doivent les recevoir, comme un rappel à plus d'exigences, de recherche active, d'intelligence, et d'imagination.

C.M.

3 mai 1980

Reportage

• Thiote, un splendide isolement

Claire et Toussaint

Les terroirs de Thiote et les denses populations qui y demeurent sont très isolés derrière le massif de la Selle. Le débouché naturel sur la mer des Caraïbes a été perdu. La route de Port-au-Prince est indispensable aux expéditions de la principale denrée devenue presque une mono-production, le café, mais ce n'est qu'une piste au tracé pénible. Il faudrait ajouter des considérations stratégiques. Le voisinage de la frontière accroît la surveillance et la répression et tend à renforcer encore le conformisme et la suspicion (les souvenirs des guerres contre les « camoquins » sont encore vivants). Mais toutes ces circonstances particulières à la nature ou à l'histoire ne sauraient cacher la raison foncière de l'isolement de Thiote : un système d'exploitation qui permet qu'en échange de toutes les valeurs tirées de la vente du café et drainées par un réseau commercial monopolistique, les populations ne reçoivent que des services dérisoires et ne peuvent aspirer à des conditions de bien-être minima.

Le « Collectif » est heureux de présenter à ses lecteurs ce reportage récent de Toussaint et Claire.

Le massif de la Selle est une imposante montagne qui se prolonge en territoire dominicain dans le Baoruco. Les *mornes* s'élèvent très raides au-dessus des lacs Azuei et Enriquillo et les bourgs dominicains de Jimaní et El Limón. Des vallées se creusent sous le cours de torrents blancs qui parfois s'élancent en cascades. Partout le *petit-mil* s'accroche à des pentes invraisemblables. Un léger replat et c'est Fonds-Verrettes traversé par une « avenue » qui est en fait le lit de la rivière. Puis les pins apparaissent, un peu clairsemés. À la Forêt des Pins, curieux village de montagne hérité de la SHADA, les « arbres musiciens » bordent la piste.

La descente sur le versant caraïbe est spectaculaire, mais s'opère par paliers. À la Savane Zombi la lune est sortie pour éclairer un paysage de molles surfaces piquées de quelques pins. Encore la piste rocheuse qui dégringole un nouveau palier et nous arrivons à Thiote le centre caféier le plus important du pays, un « terroir

prospère ». Il est dix heures du soir. La lune a monté et se trouve maintenant haute au-dessus de la caserne, à l'entrée du bourg. Le camion déverse de la *boîte* ses soixante passagers ankylosés par le froid et épuisés, qui se font enregistrer en silence sur le grand livre tenu par le soldat de service. Huit heures de route pour environ cent kilomètres depuis Port-au-Prince. C'est une bonne moyenne qui évidemment tient compte de nombreux arrêts ! Saluons notre chauffeur qui s'est montré brillant dans quelques passages difficiles et rejoignons notre couche. Demain nous découvrirons le bourg et ses environs

L'isolement

Quand on parle de l'isolement de la paysannerie, ce n'est pas de la littérature. Réfléchissons : si nous avions pris l'avion à Maïs Gâté, au bout de huit heures nous aurions pu rejoindre largement New York ou même Montréal. Conclusion : en

distance-temps Thiote est plus loin de Port-au-Prince que New York ou Montréal. Et puis en coût ce n'est pas négligeable non plus : trois dollars par passager. Le sac de café « paye » deux dollars à la descente.

Autres exemples : le transport est rare à Thiote. Une dizaine de camions seulement font le trajet de Port-au-Prince régulièrement avec une rotation de deux fois à deux fois et demie par semaine. Et puis cinq-six « jeeps » possédées par des commerçants ou des gros propriétaires. Pour les autres villages de la région, Bodarie, Mare Brignol, Mapou, Saltrou... c'est encore plus difficile évidemment. Un ou deux camions seulement les jours de marché. La radio : on capte péniblement RADIO HAITI INTER le soir, mais Radio Barahona plus facilement. Les nouvelles : les camionneurs sont apparemment les meilleurs informateurs. S'il rentre cinq ou six journaux dans le bourg dans une semaine ce doit être un maximum.

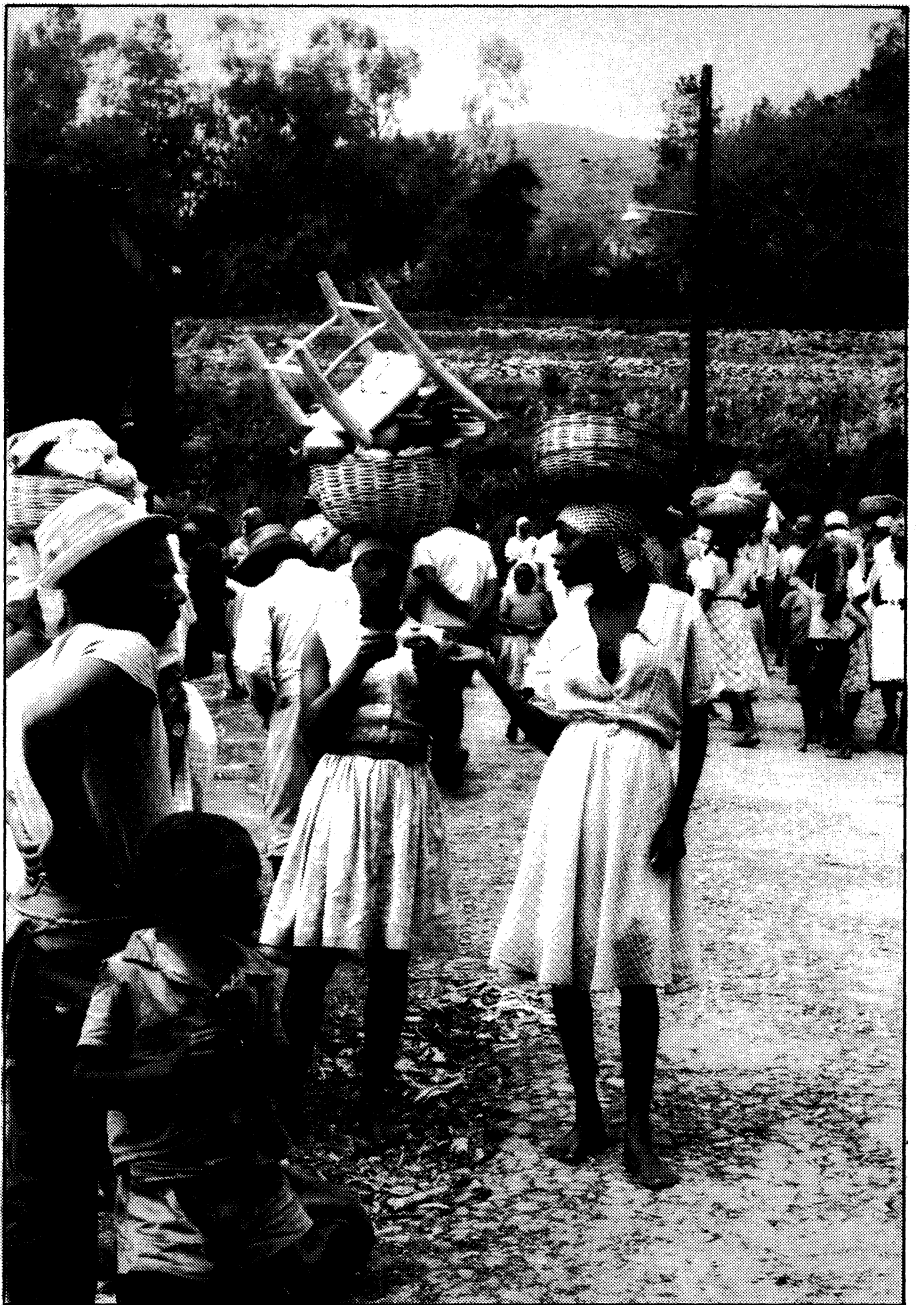
L'isolement a des causes physiques bien sûr. La barrière de la Selle rend le

franchissement de la montagne difficile en tout état de cause. Autrefois tout le versant caraïbe de la Selle jusqu'à Anse-à-Pitre faisait partie de l'*arrière-pays* de Jacmel. Le café transitait par Grand-Gosier et Saltrou et les voiliers l'acheminaient jusqu'à Jacmel où les exportateurs avaient des liens directs avec l'étranger. La route de Port-au-Prince construite sous VINCENT a changé l'orientation du commerce. Saltrou — rebaptisée *Bellanse*, mais bien peu utilisent le nom officiel — a connu la déchéance et la section rurale de Thiote a été promue au rang de « carrefour commercial ». À partir de là la région s'est orientée vers une certaine monoproduction du café qui trouve là entre 600 et 1600 mètres d'altitude des conditions agronomiques optima. Le « débouché » naturel était devenu Port-au-Prince. Mais dans quelles conditions!!

Il faut écouter les chauffeurs et leurs histoires pour savoir ce que signifie une telle route. Les véhicules dans la *ravine* après un *panache* — on ne saura jamais exactement le nombre de morts et de blessés. Les marches-arrières périlleuses : il n'est pas possible de se croiser sur la plus grande partie de la piste. Les glissements de terrain et les chutes de pierre sur un tracé peu sûr. En période de pluie, il n'est pas rare de rester coincé trois jours dans les brouillards ou devant les gués en crue. Et le chauffeur nous montre la couverture qu'il garde toujours sous son siège pour les nuits sur la piste : il n'est pas question d'abandonner le camion!

En fait, jusqu'à Fonds-Verrettes la route est relativement bonne. Les machines données par l'AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (EU) aux TRAVAUX PUBLICS travaillent à améliorer le tracé. On creuse un *morne* pour éviter un passage en corniche des plus vertigineux. Mais au-delà, les réparations ponctuelles, comme celles effectuées lors du dernier passage de DUVALIER (novembre 1979), pour suivre la tradition séculaire des rapiéçages sur les routes au moment des visites présidentielles, ne signifient aucune amélioration sérieuse.

Et voilà la route par laquelle transite le meilleur café d'Haïti, une récolte qui doit représenter environ 10 % de l'exportation nationale, soit aux prix actuels 10 millions de dollars par an. Si le gouvernement investissait cette somme, dix millions, on aurait une fois pour toutes une route convenable, une



Marché rural

route de montagne certes mais transitable par les camions et même par les automobiles. Les frais de transport diminueraient. La presse de Port-au-Prince arriverait jusqu'à Thiote (peut-être); un médecin « monterait » régulièrement?

Mais qui a intérêt à améliorer les conditions de circulation? Les seuls intéressés sont apparemment les Américains qui voudraient favoriser les routes de pénétration qui selon eux pourraient développer l'« extension agricole ».

Une caféiculture « exemplaire »

À Thiote les *jardins* renferment un peu toutes les cultures en association comme ailleurs en Haïti, mais les vraies « plantations » de caféiers assez bien organisées ne sont pas rares. Elles sont aux mains de grands propriétaires et de commerçants. Traits remarquables : la taille pratiquée sur les arbres, l'ombrage contrôlé, même des épandages d'engrais et l'introduction de variétés nouvelles réputées plus productrices comme le *caturra*. Une

zone exceptionnelle en somme eu égard aux conditions régnantes.

Les centres de dépulpage s'activent dès le matin. Sitôt le lavage du café terminé on étend les *parches* sur les *glacis* pour profiter du soleil un peu avare de ses rayons en hiver. Toutes les heures, les hommes de peine retournent les précieux grains. Certains centres ont des moteurs, mais on voit aussi des hommes dépulper à main. L'eau est rare et on essaie de la garder dans des réservoirs pour effectuer les lavages nécessaires.

On peut aussi sécher le café directement, en *coques*, pour le décortiquer par la suite. Bien souvent le décortiquage est pratiqué par les femmes à la cadence du traditionnel *pilon*.

Nous avons rencontré un paysan moyen dont la terre (3 *carreaux* environ en propriété) est à cinq minutes du bourg. Pour récolter le café, le paysan utilise de la main d'oeuvre salariée (à raison de 3,5 gourdes par *bidon* cueilli, les travailleurs peuvent espérer gagner 7 à 10 gourdes par journée de travail). Il fait décortiquer son café à un « moulin » pour une gourde par *bidon*. Il remet souvent ce café à un camionneur qui le vendra directement à Port-au-Prince en espérant un meilleur prix que celui payé par les *spéculateurs* de la place. Pour conserver son café dans de meilleures conditions, il vient d'achever la construction d'un petit entrepôt. Mais il ne sait pas combien cette construction lui a coûté. Il ne garde aucun compte de ses entrées et de ses sorties. Ce qui est sûr c'est qu'il doit pourvoir à l'entretien de ses deux filles en pension à la capitale.

Notre ami vend directement à Port-au-Prince quand il peut mais la grande majorité des habitants remettent leurs cafés aux intermédiaires (*spéculateurs* et *usiniers* comme on les appelle en Haïti). Ils sont une bonne quarantaine à *accrocher leurs balances*, la plupart *planteurs* et notables de la zone qui ne semblent pas se faire grande concurrence. Ils vendent à pratiquement toutes les maisons d'exportation de Port-au-Prince qui ne négligent pas Thiote à cause de son potentiel de production des meilleurs cafés.

Les États-Unis se sont intéressés à la caféiculture et ont accordé un prêt pour l'achat subventionné d'engrais. Afin de mieux diffuser les techniques nouvelles, ils ont construit un centre-pilote à Thiote. Mais seul le

gros oeuvre a été achevé. Le gardien nous fait visiter les diverses constructions d'assez belle apparence totalement abandonnées. Les maisons du « directeur du centre », de « l'agronome », des « assesseurs étrangers » sont ouvertes à tous les vents. Ainsi vont l'argent et les projets de l'USAID... Un *spéculateur* qui ne croit visiblement pas aux idées des Américains propose de transformer le centre caféier en un hôtel de tourisme... C'est bien un habitant de Thiote qui parle car quel touriste affronterait les périls de la piste actuelle?

Un bourg sans caractère et dépourvu de services

Thiote ne montre aucune réalisation d'envergure pour une population qui doit regrouper 3 ou 4000 habitants au bourg et représenter au moins 50 000 habitants dans la zone d'attraction immédiate du marché.

La place autour de laquelle se dressent les magasins des principaux grossistes et marchands et quelques administrations comme les contributions n'a guère de caractère. Les mardis et vendredis, jours de marché, elle s'anime des allées et venues de milliers d'acheteurs et de vendeurs. Peu de choix pour les *vivres*. Pour les produits manufacturés, les étals des marchands de tissus, de chapeaux, de soutien-gorge, de quincaillerie... venus de Port-au-Prince sont bien approvisionnés. Mais pas d'artisanat local.

La foule qui s'écoule autour des *ajoupas* de tôle n'est guère colorée. Les femmes portent le même modèle de robe, sans doute hérité des anciennes modes espagnoles avec des couleurs sombres : marron, bleu marine, noir. Les hommes, un pantalon sombre avec chemise à fleurs roses ou jaunes sur un fond de tissu bleu ou vert. Nous sommes étonnés de constater que malgré le froid de la montagne, les *habitants* ne possèdent pas de vêtements spéciaux comme des chandails. Ils souffrent visiblement. À défaut, ils gardent plusieurs épaisseurs des mêmes vêtements (robes, pantalons, chemises...). Ils sont chaussés pour la plupart de chaussures de plastique portées sans chaussettes.

L'après-midi, deux équipes de jeunes hommes se forment et occupent la partie de la place où il n'y a pas d'*ajoupas* pour une partie de foot-ball animée. Des poteaux

vaguement plantés symbolisent les buts. En parcourant les quelques rues du bourg, on voit des « trous » : ce sont les bâtiments détruits par le cyclone INES (1966) et qui n'ont pas encore été reconstruits! En particulier l'emplacement d'une grande église sans toit. Derrière deux pancartes identiques et qui annoncent la construction d'un hôpital avec maternité, etc. on ne voit que des jardins. Pas de distribution électrique. Une fontaine « Jean-Claude DUVALIER » avec sa date d'inauguration : « Mars 1979 », mais elle n'est reliée à aucune canalisation!

Le problème de l'eau est sérieux dans la région. On a déjà vu en temps de sécheresse les gens de Mapou et de Mare Brignol, à des heures de chemin, venir jusqu'à Thiote chercher de l'eau — nous dit-on. Il y a en effet près du bourg, à Corail, une petite rivière qui coule au fond d'une *ravine* profonde d'environ 60 mètres. C'est le seul point d'eau permanent de la zone. Les sentiers qui descendent dans la gorge sont très escarpés. Les femmes et les filles depuis le jeune âge (à peu près huit ans) remontent avec des seaux en plastique de six gallons et des seaux en fer de quatre gallons sur leurs têtes et approvisionnent les foyers. Parmi elles beaucoup de professionnelles, *marchandes d'eau* qui connaissent au moindre caillou près les sentiers de la ravine et qui distribuent l'eau fort loin. Nous nous demandons pourquoi alors que la communauté est économiquement prospère — il se brasse à Thiote facilement 200 à 300 000 dollars par semaine nous confie un grand commerçant de la place — il n'est pas possible de faire bénéficier le bourg d'une canalisation depuis la rivière et d'une adduction d'eau à quelques fontaines au moins.

À des lieux à la ronde il n'y a pas de médecin. En tout et pour tout au point de vue sanitaire un petit dispensaire. On ne sait pas qui a été vacciné et qui ne l'a pas été au cours des visites de rares équipes mobiles. Nous sommes frappés par la proportion des jeunes femmes qui sont *en pleine ceinture*. Nous rencontrons une femme enceinte. Apparemment elle se trouve au septième mois. C'est sa première grossesse. Elle nous dit qu'elle n'a aucune connaissance sur l'accouchement et que le moment venu elle fera sans doute appel à ses voisines. Son enfant vivra-t-il? Le sort de cette femme et de son enfant est un peu celui de Thiote et celui de ce pays abandonné et laissé à un avenir incertain.

C. et T.

Étude

● Administration publique et développement Réflexions sur la situation haïtienne

Daniel Holly

Notre collaborateur Daniel Holly commence aujourd'hui une série d'articles sur l'administration publique haïtienne dont l'état de délabrement n'est point la seule caractéristique. Ses réflexions sur la situation actuelle passent d'abord par un constat et des interrogations...

●

Une singularité du Plan quinquennal 1976-1981 concerne la place accordée au renforcement des structures institutionnelles du pays dans l'action gouvernementale. Pour la durée du Plan, en effet, l'intervention sur ces structures est une priorité nationale.

« L'objectif, à long terme, du programme de renforcement institutionnel, [est-il affirmé dans le Plan], est de mettre l'Administration publique à même d'agir comme moteur du développement en anticipant le futur, en maîtrisant l'évolution économique et sociale du pays, en mobilisant les énergies, en stimulant et en orientant les interventions des divers agents économiques¹. »

Il n'y a, à première vue, rien d'étonnant là, vu qu'il est normal pour un pays de procéder à des réalignements administratifs, de mobiliser les « ressources » de son appareil bureaucratique à l'occasion de la mise en

oeuvre d'un plan de développement économique.

Pour l'observateur attentif, cependant, « l'adaptation fonctionnelle des institutions, l'organisation modernisée des services de l'État² », bref, tous ces « préalables obligés pour l'implantation [d'un] plan de développement », ne trompent pas. Le choix des expressions dissimule mal la triste réalité d'une administration publique incompétente, inefficace, incapable de voir à la bonne gestion des affaires de la nation. L'effort envisagé ne saurait, donc, concerner en aucune façon la simple réorientation des activités de la machine administrative.

Les nombreux et volumineux rapports réalisés sous l'égide et à l'initiative des organisations internationales sont, à ce titre, éloquentes. En général, les caractérisations de la situation haïtienne qu'on y trouve sont très dures. Il y est question de « déficiences structurelles », d'« écart entre la conception [générale de l'administration publique] et les structures existantes et opérationnelles de l'administration publique »³, d'« insuffisance de la fonction publique », etc. Un document de l'Organisation des États Américains (OEA) note même que « l'organisation du gouvernement s'est toujours caractérisée par une fluidité qui n'a pas permis le développement de processus normaux »⁴. La conclusion est inévitable : plus de 170 ans après son accession à l'indépen-

dance, la République d'Haïti ne dispose pas d'un appareil administratif adéquat.

Ce surprenant constat soulève bien des interrogations : comment en sommes-nous arrivés là ? L'instabilité proverbiale de notre vie politique serait-elle la grande responsable ? ou faudrait-il croire à une impréparation du pays à l'existence de nation indépendante ? Nous ne savons trop. Nous devons toutefois reconnaître que cette situation n'est pas particulière à Haïti puisque, à des degrés divers, elle est une caractéristique du sous-développement. Le cas d'Haïti serait alors une variante — la plus extrême peut-être — d'un état de chose plus général secrété par les rapports internationaux de domination.

Cependant, la référence aux effets des relations internationales sur l'ordre interne des pays sous-développés ne suffit pas à rendre compte du délabrement institutionnel d'Haïti. Il faut encore expliquer la trajectoire particulière du pays dans ce domaine, trajectoire qui, pour des raisons non encore dégagées par les historiens haïtiens, nous semble avoir été tracée par les classes dirigeantes haïtiennes. Ces dernières se seraient arrangées, avec la complicité des divers gouvernements, pour maintenir l'administration publique haïtienne dans un état quasi-permanent de « désorganisation » dans le but de permettre aux affaires de prospérer, l'incompétence

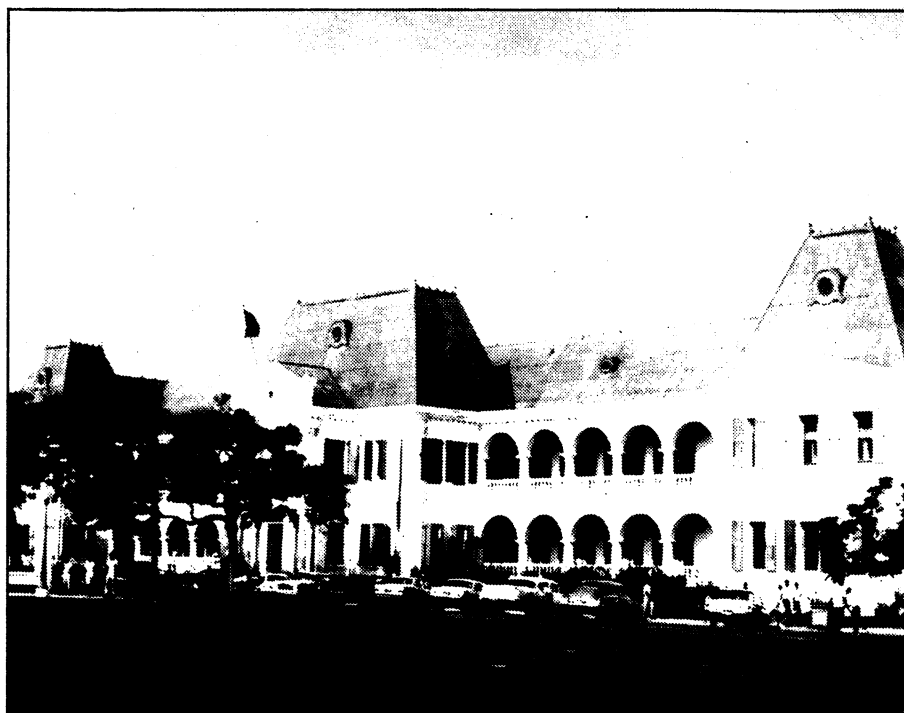
gestionnelle de l'État ayant pour effet de détourner l'attention de leurs activités. Dans cette perspective, nous pouvons affirmer que le fonctionnement de l'État a correspondu et correspond toujours aux intentions et à un certain projet des classes dirigeantes du pays.

Mais voilà qu'aujourd'hui le gouvernement haïtien décide de donner un sérieux coup de barre et de tenter de redresser les choses en transformant l'appareil bureaucratique. Que s'est-il passé? La réforme envisagée est-elle liée aux développements en cours dans la République d'Haïti⁵, développements qui mettent en relief le rôle actif de certains secteurs des classes dominantes, notamment des milieux d'affaires? Il nous est apparu utile d'inscrire nos réflexions dans cette problématique, les transformations visées paraissant destinées à faciliter la réalisation des nouvelles aspirations des classes dirigeantes du pays.

Peut-on, cependant, prendre au mot un État qui a si souvent, dans le passé récent ou lointain, déçu des attentes qu'il avait parfois lui-même suscitées? La question est d'importance. Elle mérite que nous nous y arrêtons. Nous croyons qu'elle permettra de prendre la mesure de la volonté réformatrice proclamée de l'État haïtien et de déterminer la portée réelle du projet de modification des structures administratives du pays. Mais, avant d'y répondre, il n'est pas inutile de présenter succinctement l'état actuel de l'appareil administratif.

I. Une incompétence notoire... mais voulue

Le problème principal de l'Administration publique en Haïti, ce n'est pas tellement son incompétence. C'est plutôt le fait qu'elle ait été, traditionnellement, maintenue dans cet état par les divers gouvernements qui se sont succédés à la direction du pays. Généralement peu soucieux de développement économique et social, malgré des déclarations à l'effet contraire, les dirigeants haïtiens ne se sont pas préoccupés de doter les différents services publics des compétences et surtout des moyens indispensables à une intervention soutenue et efficace



Palais des ministères

sur la réalité haïtienne. Plus souvent confiné à l'accomplissement de tâches de routine (perception et répartition des revenus publics, maintien des services publics minima essentiels au fonctionnement de la société, etc.), l'appareil administratif a surtout été, pour nos différents gouvernements, un instrument destiné à assurer leur survie politique. Tout ceci est apparent dans le caractère « irrationnel », fantomatique à certains niveaux et chétif de l'Administration publique haïtienne.

a) Une structure organisationnelle boîteuse et déficiente

Le trait marquant des structures administratives de l'État haïtien c'est, du point de vue de leur organisation, leur anachronisme. L'articulation générale des différents éléments de l'appareil administratif est si faible que les piètres performances de l'État dans sa gestion de la chose publique n'étonnent pas. L'ensemble de la structure apparaît comme un « collage » d'éléments disparates, sans lien précis autre que l'appartenance à la structure globale du gouvernement. Mieux, ce n'est pas une construction pensée, organisée, et structurée en vue de permettre

l'élaboration et l'exécution de politiques de développement économique. Chevauchement des mandats des institutions administratives, imprécision de leurs objectifs, absence quasi-totale de coordination, centralisation excessive et stérilisante, gestion « aberrante » du personnel bureaucratique, telles sont les caractéristiques les plus saillantes d'une structure organisationnelle fondamentalement boîteuse et déficiente.

Concernant les *chevauchements de mandats*, retenons qu'ils sont dûs à la prolifération anarchique, dans un même domaine d'action gouvernementale, d'institutions investies des mêmes compétences et à l'absence d'une définition claire des responsabilités respectives des organismes concernés⁶. La situation générale du secteur *Urbanisme* est typique de cet état de fait. Le nombre d'organismes publics compétents pour intervenir dans ce secteur est particulièrement élevé. Citons, pour mémoire : la Division de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement (DAPTE) du Conadep, le Service d'urbanisme (SU) du Département des travaux publics, transports et communications (DTPTC), ceux des municipalités. À cette liste doivent être

ajoutées d'autres institutions, à mandat plus restreint, mais dont les activités sont centrées sur les problèmes d'urbanisme. C'est le cas de l'Office national du logement (ONL), de la Banque du logement (BDL) et de l'organisme d'exécution des projets de logement du Fonds d'équipement des Nations Unies à Port-au-Prince.

Cette situation de l'Administration publique est aggravée par « l'absence de directives à moyen ou à long terme dans la plupart des domaines *quant aux objectifs, aux stratégies et aux moyens à utiliser*. Il en résulte une incertitude générale quant à l'orientation et à l'objet des institutions existantes⁷. » Nul doute que la propension des détenteurs du pouvoir politique à créer, au besoin, à la va-vite et dans l'ignorance des structures administratives, de nouvelles institutions y est pour quelque chose.

Dans ce « fouillis », cet entrecroisement de compétences, la *coordination* eut peut-être permis d'y mettre un peu d'ordre. Loin de là. Sa pratique est presque totalement inconnue. Chaque département ministériel constitue en fait une unité indépendante avec des règles de fonctionnement et des pratiques organisationnelles propres. En l'absence de directives soigneusement énoncées, « la coordination des différentes administrations est laissée à la bonne volonté des personnes intéressées et à leur conception du rôle de leur propre institution ou de leurs intérêts particuliers »⁸. Dans ce contexte, les conflits de juridiction sont inévitables, conduisant parfois à des aberrations et à des situations en contradiction avec l'intérêt général du pays. Ainsi, un projet de création, avec l'aide de la Reynolds, d'une industrie laitière sur le plateau du Rochelois, n'a pu voir le jour, jusqu'à présent, malgré les dispositions effectives prises par la direction de la compagnie, à cause des « prétentions » rivales de l'INAREM et du Département de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural. Cet état de choses n'a jusqu'ici suscité aucune intervention du pouvoir central, dans un pays où la production laitière est extrêmement faible. En fait, tout se passe dans l'indifférence la plus complète des dirigeants. Cette insouciance ne doit pas surprendre. Ce parti pris d'ineffi-

cacité est une façon de gouverner.

La fonction publique est, en effet, un enjeu politique. L'appareil bureaucratique, un lieu à coloniser. Les nominations aux différentes positions servent généralement à récompenser les « bons et loyaux services » des fidèles des chefs de l'heure ou à calmer leur ardeur. Aucune procédure uniformisée pour la sélection et la promotion du personnel ne vient tempérer la liberté d'action des détenteurs du pouvoir public qui peuvent, à volonté, nommer ou révoquer aux divers postes de la fonction publique. Il est facile alors de comprendre pourquoi l'incompétence généralisée de l'Administration publique en Haïti n'est pas affaire de structure uniquement. Elle est aussi l'effet des personnes, en ce sens que l'insécurité de l'emploi et un recrutement sans correspondance aucune avec les qualifications nécessaires et indispensables à l'occupation d'un poste, débouchent inévitablement sur l'inefficacité. Ce parti pris d'inefficacité éclate dans les pratiques gestionnaires traditionnelles des gouvernements : indifférence devant le cumul de postes dans la fonction publique par un même individu, des horaires surprenants et insensés pour un pays confronté à des problèmes si graves et si urgents (les bureaux publics ne sont ouverts que jusqu'à 2 h 00 p.m.), faiblesse des salaires versés aux fonctionnaires, etc. Mais, à ce chapitre, le plus grave, c'est peut-être l'inutilité, l'abus et l'excessive centralisation décisionnelle et administrative.

Cette centralisation est d'abord géographique. Elle est le fruit d'une tendance historique, bien antérieure à 1957, qui a fait de Port-au-Prince le centre de toute la vie administrative du pays, même si les 22 dernières années ont considérablement accéléré le cours des choses et poussé celui-ci à des extrêmes frisant parfois le ridicule. (L'époque n'est pas très éloignée où les décisions concernant les autorisations de voyager étaient prises par le Palais national.) Centralisation donc sur Port-au-Prince avec, pour conséquence, la sclérose de toute administration locale, l'absence quasi-complète, dans les villes de province, de bureaux des services officiels. Un rapport d'une organisation internatio-

nale est révélateur :

« Le pouvoir de décision appartient presque exclusivement au gouvernement central de Port-au-Prince. Les rares services officiels qui possèdent des bureaux dans les villes de province ne leur délèguent pratiquement aucun pouvoir de décision. Le budget de ces bureaux se limite généralement aux crédits nécessaires au paiement des traitements et salaires et à un strict minimum d'autres dépenses courantes. Toutes les décisions relatives à des achats de matériel ou à d'autres dépenses d'investissement doivent être soumises à l'agrément de Port-au-Prince. Il en est de même des municipalités, qui n'ont aucun pouvoir d'engagement de dépenses d'investissement, pas même dans les limites de leur maigre budget. L'approbation doit être expressément obtenue de l'administration centrale de Port-au-Prince⁹. »

La centralisation n'est pas que géographique. Elle est aussi inhérente à la structure centrale des services publics. En ce sens, elle est une caractéristique du fonctionnement de ces derniers. Souvent, contrairement aux dispositions des règlements administratifs et aux attributions respectives des détenteurs des différents postes au sein d'une même administration, le pouvoir décisionnel effectif appartient à un individu. C'est le cas notamment des Directeurs généraux de la plupart des Départements ministériels. Le cas du Département de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural est, à ce titre, extrêmement révélateur. Son directeur général dispose de pouvoirs si considérables que des décisions qui reviennent normalement à ses subordonnés sont prises par lui. Et ceci tout naturellement. Les fonctionnaires subalternes, des plus importants au plus petits, se considèrent en général ses représentants sur le terrain. Aussi, n'est-il pas étonnant, par exemple, que la plupart des agronomes de district se rapportent directement au Directeur général pour des questions relevant normalement de la compétence de leur

TABEAU 1 :
Budget d'opération (millions de Gourdes courantes)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 |
|-----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Finances | 9,7 | 9,8 | 10,7 | 9,3 | 11,1 | 13,0 | 18,7 | 20,0 | 37,7 |
| Agriculture | 11,7 | 12,0 | 12,5 | 12,7 | 13,6 | 14,9 | 15,3 | 16,8 | 20,9 |
| Travaux publics | 8,5 | 8,5 | 9,0 | 9,2 | 11,2 | 12,1 | 13,1 | 19,9 | 23,6 |
| Affaires étrangères | 7,1 | 7,1 | 7,2 | 7,7 | 7,7 | 10,0 | 10,5 | 11,0 | 12,7 |
| Éducation | 16,4 | 17,0 | 17,4 | 19,9 | 20,4 | 23,0 | 24,3 | 26,5 | 31,8 |
| Affaires sociales | 1,8 | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,8 | 2,1 | 2,4 | 2,7 | 3,4 |
| Commerce et Industrie | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,2 | 2,3 | 2,9 | 3,1 | 3,8 | 5,7 |
| Religion | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 2,05 |
| Justice | 3,8 | 3,8 | 3,8 | 3,8 | 3,8 | 4,8 | 5,3 | 6,0 | 7,8 |
| Information | 1,5 | 1,6 | 1,2 | 3,0 | 3,0 | 3,7 | 5,4 | 9,5 | 13,4 |
| Intérieur et Défense | 35,8 | 35,8 | 38,8 | 39,8 | 39,9 | 49,6 | 54,7 | 12,4* | 15,2* |
| Santé publique | 19,1 | 19,3 | 19,7 | 20,7 | 22,2 | 25,3 | 30,6 | 34,2 | 41,8 |
| Total — Ministères | 119,4 | 120,7 | 125,9 | 132,1 | 139,0 | 163,8 | 185,9 | 219,3 | 269,2** |
| Total — Budget | 140,1 | 141,0 | 147,8 | 156,6 | 166,3 | 194,5 | 216,6 | 311,6 | 387,5 |

Source : *Le Moniteur* (différentes années).

* À partir de 1977, le budget des Forces Armées est présenté séparément. Il s'élevait à G 46,2 millions en 1977, et G 52 millions en 1978. Ces montants sont inclus dans le total.

** Comprend G 0,6 pour les ministères sans portefeuille.

supérieur hiérarchique immédiat, les responsables des Divisions techniques. Dans l'Administration publique haïtienne, les moindres questions de routine doivent faire l'objet d'une décision au sommet. Aucune appréciation ne saurait mieux rendre les effets stérilisants de cette situation que l'opinion suivante :

« Il en résulte des engorgements et des retards considérables dans tout l'appareil administratif. Cette situation a pour effet de susciter l'apathie parmi le personnel subalterne et, plus particulièrement, parmi les fonctionnaires provinciaux qui, souvent, ne prennent même pas la peine d'envoyer leurs propositions à l'administration centrale. Elle suscite également la réticence des fonctionnaires à accepter des postes dans les provinces...¹⁰. »

Voilà donc une structure administrative aberrante, anachronique, sans aucun rapport avec les urgences nationales — qui ne datent pas, répétons-le encore une fois, d'hier. Comme nous avons pu le constater, son étude relève d'une problématique de parti pris systématique, consciemment assumée,

d'inefficacité. Là ne s'arrête pas cependant le constat. Ce rapport particulier et historique des gouvernements haïtiens à l'appareil administratif et aux besoins économiques du pays se repère aussi au niveau des ressources mises à la disposition des diverses institutions administratives.

b) Des appareils bureaucratiques anémiés

L'analyse sommaire des budgets annuels montre que les allocations budgétaires de la plupart des Départements ministériels sont dérisoires et, dans la majorité des cas, incapables d'assurer l'essor des fonctions dont ceux-ci sont investis. Les données du Tableau 1 sur les budgets d'opération du gouvernement haïtien pour la période allant de 1970 à 1978 sont révélatrices. La part des revenus publics affectée aux départements de l'agriculture, de l'éducation, de la santé publique et des travaux publics — les principaux départements concernés par les questions de développement — a diminué constamment au cours des ans. Ainsi, le Département de l'agriculture qui recevait 8,35 % des fonds du budget d'opéra-

tion en 1970 n'en recevait plus que 5,39 % en 1978. Quant au Département de l'éducation, après s'être vu attribuer en 1970, 11,7 % des ressources du budget, puis 11,77 % en 1973 et 11,8 % en 1975, il ne reçoit plus que 8,20 % en 1978. Pour les Départements de la santé publique et des travaux publics les données sont de 13,63 % et de 6,06 % en 1970 et de 10,78 % et 6,09 % en 1978. C'est tout au plus si les administrations concernées arrivent à faire tourner la machine administrative. Une fois les salaires payés, il leur reste très peu de ressources pour entreprendre quelque projet que ce soit¹¹.

Ce mal général de l'Administration publique haïtienne est très bien mis en évidence par la situation de la Division de la production agricole du Département de l'agriculture. Dotée de responsabilités importantes en matière de développement agricole — elle est notamment responsable des services de l'extension agricole, de la recherche agricole, de l'élevage, de la médecine vétérinaire, des coopératives agricoles, de la mécanisation de l'agriculture, de l'économie et des statistiques agricoles — elle n'arrive, cependant, pas à contribuer de manière significative à l'essor du secteur agricole. Son action

demeure une action insignifiante, à ras le sol, faute de ressources financières et humaines adéquates. Ceci apparaît clairement dans le tableau 2.

Pour atteindre ses objectifs, la Division a un budget légèrement supérieur à \$ 700 000 (G 3 755 528) en 1975-76, nettement insuffisant du point de vue de l'ampleur des problèmes agricoles du pays. De plus, 80 % de ce budget est affecté au paiement des salaires des fonctionnaires. Les répercussions sur le fonctionnement de l'ensemble de la structure de la Division sont énormes. Pratiquement, la totalité des ressources financières des sept (7) services techniques qui en constituent la structure ne servent qu'à payer les salaires des fonctionnaires. Dès lors, l'on ne doit pas s'étonner qu'il se fasse très peu de recherche au sein du Service de recherche agricole de cette Division — le seul service national de la sorte, d'ailleurs — : à peine un peu de recherche sur des variétés de pois, d'arachide, de maïs et de sésame, ni que l'équipement approprié fasse gravement défaut. En 1977, le Service de recherche agricole ne disposait que de deux arrosoirs manuels, de quelques instruments d'analyse des sols, d'une unité de traitement des semences, d'une balance, et de quantités très limitées d'engrais et de pesticides.

Ajoutons aussi que parfois les activités de la Division souffrent d'un manque de personnel qualifié. C'est notamment le cas du Service de statistiques et d'économie agricole avec seulement un chef de service, deux techniciens et quatre employés de bureau. Mais, c'est aussi vrai du Service d'extension agricole, dont un grand nombre d'agents n'ont pas reçu une formation adéquate.

Là ne s'arrête pas, cependant, l'action du gouvernement. Pour compléter le tableau, il est indispensable de considérer aussi l'autre partie du budget annuel de l'État haïtien : le budget de développement, budget qui comptabilise toutes les dépenses occasionnées par l'exécution des projets de développement économique. Celui-ci compenserait, en quelque sorte, grâce à un apport additionnel de ressources, les faiblesses et les manques constatés plus haut. Les sommes engagées sont, au prime abord, importantes, ainsi

TABLEAU 2 :
Budget du DARNDR (en Gourdes)

| Division et catégorie | Années fiscales | | |
|--|-----------------|------------|------------|
| | 1973-74 | 1974-75 | 1975-76 |
| I. Administration générale | | | |
| A. Salaires | 1 199 028 | 1 714 500 | 1 901 700 |
| B. Dépenses de fonctionnement | 158 400 | 158 240 | 155 375 |
| C. Dons, subsides, contributions | 15 000 | 18 600 | 18 600 |
| Sous-total | 1 372 428 | 1 891 340 | 2 075 675 |
| II. Division d'agriculture | | | |
| A. Salaires | 2 983 212 | 3 154 500 | 3 161 700 |
| B. Dépenses de fonctionnement | 224 000 | 167 000 | 167 000 |
| C. Dons, subsides, contributions | 485 830 | 485 830 | 426 828 |
| | 3 693 042 | 3 807 330 | 3 755 528 |
| III. Division des ressources naturelles | | | |
| A. Salaires | 1 219 932 | 1 448 400 | 1 344 700 |
| B. Dépenses de fonctionnement | 37 218 | 39 218 | 39 218 |
| C. Dons, subsides, contributions | 33 600 | 34 800 | 34 800 |
| Sous-Total | 1 290 750 | 1 522 418 | 1 418 718 |
| IV. Division du développement rural | | | |
| A. Salaires | 7 012 517 | 7 442 085 | 7 767 500 |
| B. Dépenses de fonctionnement | 302 004 | 318 644 | 343 344 |
| C. dons, subsides, contributions | — | — | — |
| Sous-total | 7 314 521 | 7 760 729 | 8 121 044 |
| TOTAL DARNDR | 13 670 741 | 14 981 817 | 15 370 965 |
| V. Autres | | | |
| A. Salaires alloués à la Division des ressources naturelles par le Département des Travaux Publics | 269 400 | 269 400 | 323 400 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 13 940 141 | 15 251 217 | 15 694 365 |

Source : *Le Moniteur*, Journal officiel de la République d'Haïti, Numéro extraordinaire, Budgets de fonctionnement et de développement, An XVII, XVIII, XIX, Presses Nationales d'Haïti, Port-au-Prince, Haïti.

qu'il apparaît au tableau 3 sur les dépenses prévues au budget de développement. De G 61,2 millions en 1970, celles-ci passent, en effet, à G 896,6 millions en 1978. L'augmentation est sensible : les sommes allouées aux tâches de développement doublent entre 1970 et 1974 et entre 1974 et 1976. Cependant, l'accroissement est, en fait, moins impressionnant. Pour deux raisons. D'abord, parce que, généralement, la totalité du

budget de développement est rarement dépensée au cours d'un exercice budgétaire donné, comme en fait foi le tableau 4. En effet, pendant cinq ans, soit 1971, 1972, 1973, 1974 et 1976, les sommes effectivement engagées n'ont représenté qu'une fraction — la plus importante, certes — des dépenses totales prévues. Ce n'est qu'en 1970 et 1975 que les dépenses encourues ont dépassé les prévisions, soit 100,3 % pour la première année et 127,1 %

TABLEAU 3 :
Budget de développement (Prévision des dépenses) (millions de Gourdes)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 |
|---|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|---------|-------|
| Prévisions, dépenses totales | 61,2 | 103,8 | 106,657 | 146,348 | 189,7 | 228,95 | 519,49 | 874,7 | 896,6 |
| Prévision des dépenses dans le secteur agricole | 10,2 | 21,5 | 32,536 | 29,757 | 27,226 | 42,85 | 47,26 | 122,4 | 197,4 |
| Part du secteur agricole | 16,8 % | 20,7 % | 30,50 % | 20,32 % | 14,37 % | 18,73 % | 9 % | 18,14 % | 22 % |

Source : CONADEP.

pour la deuxième année.

Ensuite parce que, en valeur réelle, les fonds concernés sont bien inférieurs à leur valeur nominale, comme nous pouvons nous en rendre compte à partir des données du tableau 5. Les nouveaux montants obtenus sont : G 67,08 millions au lieu de G 74,0 millions en 1971, par exemple ; G 85,9 millions au lieu de G 106,6 millions en 1972 ; G 101,3 millions au lieu de G 146,3 millions en 1973, etc.

Cependant, les dernières considérations sur le budget de développement peuvent induire en erreur et porter à croire à un décuplement de l'action de l'État. Rien ne serait plus éloigné de la vérité, pourtant. D'une part, ces ressources additionnelles sont, en grande partie, concentrées sur l'exécution de quelques grands projets soigneusement définis et choisis. Elles ne concernent pas l'ensemble des institutions administratives de l'État et, dans le cas de celles qui sont impliquées dans l'exécution du plan national de développement, ne couvrent pas la totalité de leurs activités. D'autre part, leur distribution est inégale, quelque peu erratique et, du moins en ce qui concerne l'agriculture, a tendance à diminuer avec le temps. Le tableau 5 est explicite à ce titre. Entre 1970 et 1976 la part de l'agriculture dans le budget de développement n'a pas cessé de décroître, passant de 14,8 % du total en 1970 à 9,31 % en 1976. En somme, il n'est pas exagéré de conclure que si l'impact du budget de développement sur l'efficacité de l'appareil bureaucratique n'est pas tout à fait nul, il n'est certes pas suffisant

TABLEAU 4 :
Tableau comparatif des dépenses de développement projetées et des dépenses effectivement faites (millions de Gourdes)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 |
|--|---------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|
| Dépenses totales projetées | 61,2 | 103,8 | 106,6 | 146,3 | 189,7 | 228,9 | 519,4 |
| Montant effectivement dépensés | 61,4 | 74,0 | 85,9 | 101,3 | 167,9 | 291,1 | 437,4 |
| % du budget total représenté par les dépenses effectuées | 100,3 % | 71,2 % | 80,5 % | 69,2 % | 88,5 % | 127,1 % | 84,2 % |
| Dépenses totales projetées en agriculture | 10,2 | 21,5 | 32,5 | 29,7 | 27,2 | 42,8 | 47,2 |
| Montant effectivement dépensé | 9,1 | 9,9 | 8,0 | 12,1 | 22,4 | 26,6 | 40,7 |
| % du budget de dépenses en agriculture effectivement dépensé | 89,2 % | 46 % | 24,6 % | 40,7 % | 82,3 % | 62 % | 86,2 % |

TABLEAU 5 :
Budget de développement — Dépenses réelles (millions de Gourdes)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 |
|--|--------|--------|--------|---------|---------|--------|--------|
| Dépenses totales (Gourdes courantes) | 61,4 | 74,0 | 85,9 | 101,3 | 167,9 | 291,12 | 437,45 |
| Valeur réelle (1970 = 100) | 61,4 | 67,08 | 75,48 | 72,51 | 104,54 | 155,18 | 219,38 |
| Montant dépensé pour le secteur agricole (Gourdes courantes) | 9,1 | 9,9 | 8,070 | 12,138 | 22,440 | 26,69 | 40,76 |
| Valeur réelle (1970 = 100) | 9,1 | 8,97 | 7,09 | 8,68 | 13,97 | 14,22 | 20,44 |
| Part du secteur agricole | 14,8 % | 13,3 % | 9,39 % | 11,97 % | 13,36 % | 9,16 % | 9,31 % |

Source : CONADEP.

pour modifier de façon appréciable son fonctionnement global¹², et le rendre plus apte à résoudre les énormes problèmes du pays.

c) *L'impossible prise en charge du destin de la nation*

Les faits dégagés précédemment ne laissent subsister aucun doute : *historiquement*, i.e., aujourd'hui comme hier, l'appareil administratif de l'État haïtien a été/est incapable de prendre en charge le destin de la nation. Ceci s'observe actuellement dans la tendance à la multiplication des bureaucraties parallèles, l'absence ou la faiblesse des contrôles institutionnels sur des développements socio-économiques en cours, la difficile solution des problèmes nationaux par l'État, pour ne pas dire tout simplement son refus de s'engager dans cette voie.

Concernant la solution des problèmes du pays, l'histoire récente, celle des dix dernières années particulièrement, met pleinement en relief, l'inefficacité de la bureaucratie d'État. D'une façon générale, les problèmes sont identifiés et les urgences nationales répertoriées. Témoin les nombreux et volumineux rapports publiés sur Haïti, sa situation économique, politique et sociale. Il n'est pas un seul grand secteur de la réalité haïtienne qui n'ait fait l'objet d'une publication. Dès 1945, par exemple, le secteur industriel retient l'attention¹³. Le secteur agricole non plus n'est pas négligé. Depuis la parution de *Le Paysan haïtien* de Paul Moral, il a été maintes fois étudié et fait l'objet de maintes recommandations.

Cependant, cette connaissance accrue n'a été suivie que de très peu d'effets. Les rapports ont succédé aux rapports et se sont généralement empilés sur les tablettes des différents organismes publics. En 1961, Paul Moral, plaidant pour une intervention massive de l'État dans le secteur agricole, écrivait :

« En somme, on peut penser qu'au cours des années qui viennent le sort de "l'habitant" ne se jouera certainement pas dans des entreprises dispersées de sauvegarde des ressources naturelles ou dans des expériences visant à améliorer

localement le "grapillage" traditionnel... La situation actuelle du monde rural appelle des solutions décisives, au moment où un marasme sans précédent atteint la nation entière¹⁴. »

Vingt ans plus tard, on attend encore cette offensive généralisée. Entre temps, la situation s'est davantage dégradée, et les problèmes se sont accumulés. Certes, il y a le Plan, les créations d'unités de développement au sein de certains ministères — nous en parlerons dans la deuxième partie de cet article —, les velleités de réformes administratives, bref autant de développements qui indiquent que, ici et là, des individus et des groupes essayent tant bien que mal de changer les situations, et que les enseignements de ces études trouvent parfois, difficilement et partiellement, application. *Mais l'ensemble n'est jamais véritablement entraîné.* Des pesanteurs de toutes sortes, les résistances des personnes et des groupes, des contradictions de diverses natures, la faiblesse des ressources et surtout l'absence d'une volonté politique, toute entière arc-boutée à la réalisation d'un projet national de développement, sont des facteurs qui contribuent à figer l'appareil administratif dans une inefficacité frisant souvent l'immobilisme.

L'impuissance de l'administration publique haïtienne, celle aussi de l'État, à mettre en oeuvre une politique de développement économique véritable se lit aussi dans la tendance des organismes d'aide étrangers — organisations internationales, organisations privées et gouvernements étrangers — « à établir des structures institutionnelles distinctes pour l'exécution de leurs projets, souvent rattachées de manière très vague aux services officiels »¹⁵. La démission et l'absence de l'État ne sont que plus évidentes de ce fait, renforçant davantage dans l'imaginaire populaire l'image de « l'étranger » seul dispensateur des bienfaits, et seul administrateur efficace. L'image de soi n'en sera que plus affectée créant ainsi de nouvelles dépendances psychologiques et renforçant les anciennes. La conséquence de tout cela c'est que, à part les affaires politiques, la conduite de la vie nationale échappe de plus en plus à l'État. L'initiative,

dans ces domaines, appartient de plus en plus à l'étranger. L'avenir de la nation est pris en charge par l'étranger, son sort décidé dans et par des organismes extérieurs. Il faut reconnaître, toutefois, à la décharge de l'étranger, d'une part, que ce qui est entrepris au nom d'un développement économique dont les finalités nous échappent n'est pas absolument négatif et est même d'une certaine façon bénéfique et que, d'autre part, son action se nourrit de l'inaction des pouvoirs publics haïtiens et de l'incapacité de l'appareil administratif à assurer de façon satisfaisante l'exécution des projets de développement économique.

« Lorsque l'assistance étrangère vise au premier chef à renforcer les institutions, elle est souvent contrecarrée par le manque d'homologues qualifiés, l'imprécision de leurs obligations et l'impossibilité de faire exécuter les engagements souscrits, ainsi que par la tendance à ne pas donner au personnel haïtien des responsabilités de direction suffisantes. Après le départ des consultants étrangers, les institutions ayant bénéficié de l'aide sont trop souvent incapables de poursuivre leurs opérations¹⁶. »

Ce rôle de l'étranger dans la direction des affaires nationales atteint des proportions inégales du fait de la faiblesse des contrôles institutionnels sur l'exécution de projets convenus d'un commun accord. Qu'il s'agisse de l'évaluation des résultats obtenus, de l'adoption de mesures rectificatrices ou tout simplement de l'application, dans des cas précis, des mesures envisagées au titre de la conservation des ressources naturelles, le laxisme des responsables administratifs haïtiens est tel que les organismes d'aide étrangers disposent d'une très grande latitude. Plusieurs conséquences découlent de cette situation. Retenons à titre d'information : a) la non-intégration, dans une stratégie nationale de développement, d'un assez grand nombre de cette « multitude de projets » financés par l'aide extérieure. C'est le cas, par exemple, des projets réalisés au titre du programme « Food



Édifice hébergeant les différents services du bureau des contributions à Port-au-Prince

for work » du gouvernement américain dans divers points du pays. Ces expériences se déroulent un peu au petit bonheur et ne semblent relever véritablement d'aucun plan de développement régional, b) le renforcement de la tendance à dépendre de l'intervention étrangère pour la solution des problèmes du pays, c) l'accélération de la déliquescence généralisée de la société haïtienne, et surtout d) la consolidation de la domination étrangère sur le pays grâce à l'opportunité offerte aux organismes d'aide d'infléchir et d'orienter la politique économique de l'État.

D. H.

NOTES :

¹ Conseil National de Développement et de Planification, *Plan Quinquennal 1976-1981*, Tome 1. Plan Global, Port-au-Prince, 1976, p. 48.

² Idem, p. 5.

³ OEA, *Domestic efforts and the needs for external financing for the development of Haiti*, doc OEA/Ser. H/XIV — CIAP/647, Washington, D.C., OEA, 1974, p. 79.

⁴ OEA, *L'Effort national et le financement nécessaire au développement d'Haïti*, Doc. OEA/Ser. H/XIV — CIAP/528, Washington, D.C., OEA, 1972, p. 63.

⁵ Pour de plus amples informations, cf., Cary Hector, *État, petite bourgeoisie régnante et développementisme tardif : le cas d'Haïti (1968-1976)*, mimeo., 1977.

⁶ Banque Mondiale, *Haïti, étude du secteur urbain*, Rapport n° 2152-HA, Washington, D.C., Banque Mondiale, 1978, p. VI. Les auteurs du rapport sont explicites sur ce point. Ils proposent que « Sur le plan général de l'organisme, il est urgent et indispensable de définir clairement les responsabilités respectives de la DAOTE, du Service d'urbanisme du DTPTC (SU) et des municipalités. Certaines des fonctions actuellement assumées par la DAPTE relèvent clairement du SU, et certaines des fonctions de ce dernier devraient revenir aux municipalités » (page VI).

⁷ Idem, p. 106.

⁸ Ibid., p. 106.

⁹ Ibid., p. 105.

¹⁰ Ibid., p. 106.

¹¹ Il faut ajouter en plus, pour une meilleure compréhension de la faiblesse de l'État haïtien, que l'accroissement, entre 1970 et 1978, des ressources du budget de

fonctionnement est trompeur. En valeur réelle, il est moins impressionnant et n'atteint que 3 %. Les G 387,5 millions pour 1978 ne représentent plus alors, aux prix de 1970, que G 144,4 millions repérable immédiatement dans la gestion étatique des revenus publics.

¹² Ceci traduit, il est vrai, la faiblesse des ressources de l'État. À ce titre, nous devrions peut-être nuancer notre propos. Toutefois, nous croyons que, au plan des ressources publiques notamment, les moyens d'une intervention de plus grande envergure ne manquent pas. Les revenus de l'État peuvent augmenter considérablement à partir d'une réorganisation de la fiscalité nationale, de l'élimination de la gabegie et de la concussion publique, etc. Bref, la mobilisation maximale des ressources internes dépend avant tout de la volonté des pouvoirs publics, de leur détermination politique.

¹³ Cf., United States Tariff Commission, *Mining and manufacturing industries in Haiti*, Washington, D.C., Government Printing Office, 1945. Par la suite, toute une série d'études s'ajouteront à celle-ci.

¹⁴ Paul Moral, *Le Paysan haïtien*, Paris, G.P. Maisonneuve et Larose, 1961, p. 347.

¹⁵ Banque Mondiale, *op. cit.*, p. VI.

¹⁶ Idem, p. VI.

Politique

• La sensibilité politique Manigat se précise et s'organise

Pierre Simon

« *L'alternative* » (à ne pas confondre avec « *Alternatives-Caraïbes* », revue publiée à Montréal) est le titre du tout nouveau et intéressant bulletin du Regroupement des Démocrates nationaux-progressistes d'Haïti (R.D.N.P.) dont le siège est à Caracas.

Comme on pouvait s'y attendre, la sensibilité politique formulée dans « Les impératifs de la conjoncture »¹ y est reprise, précisée et amplifiée. Le bulletin est intéressant à lire d'un bout à l'autre. Il est peut-être nécessaire de prendre une profonde inspiration avant de « plonger » dans certaines phrases, notamment de l'éditorial. Le style demeure convaincant même s'il est parfois forcément pamphlétaire et propagandiste. On retrouve en tout cas dans l'article « La conjoncture nationale et internationale » le souffle d'un Manigat qui, il y a une vingtaine d'années, enthousiasmait une certaine jeunesse intellectuelle haïtienne par ses exposés clairs et emballants et qui ne s'est pas démenti depuis. En effet, les points d'ancrage structurels de cette analyse qu'il a voulu conjoncturelle sont établis avec autorité et maestria. C'est incontestablement une vue bien articulée de la situation socio-économique du pays tant sur le plan fonctionnel que relationnel.

Leslie Manigat répond également aux interrogations et critiques suscitées par « *Les impératifs de la Conjoncture* » dans la diaspora. Dans la rubrique « Nos combats et débats », il y va bravement, et ses réponses, satisfaisantes ou non, sont, comme il le dit des fois, « crystal clear ». Toutefois, je voudrais souligner que je ne prenais pas à

mon compte l'accusation d'éclectisme dont j'ai eu à faire mention dans un précédent article de cette même revue. Je pense, comme l'auteur de « Les impératifs de la conjoncture », qu'il nous incombe, surtout dans ces heures difficiles que traverse le pays, d'explorer toutes les possibilités de convergence. J'estime aussi par ailleurs, même si une presse politique est d'abord et avant tout une presse d'opinions (entendez de nos propres opinions) qu'il est quelque fois bon d'informer le lecteur d'une position qui n'est pas nôtre.

Cela dit, si au total, et je le répète, ce bulletin est à lire, il nous oblige aussi à faire des considérations politiques qui le transcendent, parce que précisément, à travers lui, la sensibilité politique Manigat se précise et s'organise.

Arrêtons-nous donc un moment à cette sensibilité politique en elle-même et pour elle-même, en essayant, autant que faire se peut, d'abstraire la personnalité de Manigat. Nous pouvons par exemple nous demander quelles sont les lignes de force de cette sensibilité politique telle qu'elles ressortent des « Impératifs » et de ce numéro double de « *L'Alternative* ».

La position unitaire ou de large rassemblement

Cette ligne n'est ni nouvelle ni spécifique au R.D.N.P. Elle est partagée ces derniers temps par à peu près tout ce qui existe dans la diaspora comme groupement et organisation politiques, même les plus radicaux.

Cependant le discours unitaire de cette organisation politique apporte un style nouveau et des nuances particulières.

Il y entre notamment de la précision théorique. L'espace politique réclamé par Manigat prétend inclure « les modérés soucieux de progrès social, les démocrates-chrétiens, les sociaux-chrétiens, les sociaux-démocrates, les justicialistes libéraux, les socialistes à visage humain » même si, en fait, ces catégories sont difficiles à identifier dans notre classe politique haïtienne. Mais il haïtianise un peu plus ses propos, même s'il reste rigoureusement théorique, quand il ajoute qu'il souhaite regrouper « les partisans d'un humanisme démocratique qui recherchent la justice sociale sur la base de l'indépendance et de la souveraineté nationale ». Toutefois, « la base principale » de cette sensibilité politique est précisée, c'est « la *gauche démocratique*² au sein de laquelle sociaux-chrétiens et sociaux-démocrates joueraient le rôle de fer de lance ».

Le R.D.P.N. annonce aussi ses possibilités d'alliance politique. Sur sa droite « la classe entrepreneuriale » n'est pas rejetée dans sa globalité. Il est possible, pense-t-il, d'arriver à une entente avec ceux d'entre eux qui sont « patriotes, modernes et ouverts et donc susceptibles de représenter l'aile avancée d'une bourgeoisie nationale ».

Sur sa gauche, le R.D.P.N. n'écarte pas « les marxistes honnêtes qui sont patriotes, réalistes et indépendants et donc susceptibles de représenter l'aile conciliante des partisans du « bout de chemin » sous le signe du progres-

sisme comme d'un minimum ». On pourrait se demander pourquoi « indépendants » mais l'explication nous est fournie par la suite dans « Nos combats et débats », p. 63, « les adhésions à l'ensemble unitaire étant individuelles ». C'est catégoriquement le refus « de la formule d'une fédération de groupuscules » qui pourrait souffrir toutefois « une allégeance secondaire à une tendance structurée à l'intérieur de la grande famille ».

Mais, en fin de compte, le R.D.N.P. exige que « tous doivent explicitement accepter la démocratie libérale et l'idéologie des droits humains comme un grand pas en avant, après tant d'années de dictature ».

Finalement, tout est dit clairement, d'une façon plus précise et moins équivoque que ce à quoi la littérature politique haïtienne nous a habitués jusqu'ici.

La question de la souveraineté nationale ou de l'alignement anti-impérialiste

Cette question est très brièvement mais très péremptoirement traitée dans la rubrique « Nos combats et débats ». Le R.D.N.P. ne nie pas l'existence de l'impérialisme ni l'obligation de le combattre mais ne voit pas non plus la nécessité de faire profession de foi anti-impérialiste ni sur « le plan tactique » ni sur « le plan de la réflexion politique ». Car, pour lui, « l'usage du mot impérialisme semble exclure ou minimiser la recherche des responsabilités locales et de la complexité des explications spécifiques ». C'est incontestable dans bon nombre de cas. Certaines analyses nous laissent vraiment l'impression d'une absence totale de responsabilité locale dans la situation qui prévaut chez nous. Tout se passe en effet comme s'il n'y avait qu'un seul agent actif.

Mais, est-il besoin de le dire, le contraire reste tout aussi vrai. Quand on n'insiste que sur les facteurs internes d'explication, on donne aussi à penser que ces derniers se meuvent en champs clos. Cette dernière remarque ne saurait viser l'auteur de « La conjoncture nationale et internationale » même si celui-ci, quand il utilise le vocable impérialisme, semble vouloir l'exorciser en le lançant aux quatre points cardinaux. Il rejette « les agents intéressés au service des impérialismes de tous bords, Nord, Sud, Est et Ouest ».

Que tous ces impérialismes-là exis-

tent (à part celui du Sud que nous n'avons pas encore identifié), personne ne saurait le contester, surtout depuis les tous récents développements mondiaux. Cependant, quand on parle non pas d'une idée de société dépendante, située quelque part dans le monde, mais plutôt d'une identité géographique et politique réelle localisée dans la Caraïbe, il serait bon quelque fois d'indiquer ceux de ces impérialismes qui sont les plus préoccupants.

La question du leadership

Cette question, sur laquelle l'actuel leader du R.D.N.P. s'est déjà souvent expliqué, reviendra constamment sur le tapis. C'est incontestablement le courant politique qui insiste le plus sur la question.

Leslie Manigat a-t-il cependant fait acte de candidature ?

De son « je suis en réserve de la République » de 1975 (interview accordée à *Présence Haïtienne*) à aujourd'hui, il ne semble pas, en termes de déclaration publique, s'être avancé plus loin sur ce terrain. Certes, il se trouve aujourd'hui leader d'une organisation politique qui « vise à la conquête du pouvoir d'état en Haïti » mais, pour lui, « il n'y a pas de vacance présidentielle certaine et, ajoute-t-il, logiquement, l'intérieur, selon les circonstances, pourrait être en position de bénéficier d'une option prioritaire pour la succession immédiate ».

C'est clair, pour le moment, « de candidature, il n'en est point d'annoncée dans la maison ». Le leader du R.D.N.P. ne fait que proposer « sa disponibilité à initier cette discussion collective, à contribuer à constituer une équipe et à animer avec d'autres une action concertée ». Pour le reste, on le saura en temps et lieu et selon les circonstances.

Une chose est certaine cependant, Manigat force l'opposition extérieure à réfléchir sur la question du leadership.

Attitude par rapport aux luttes démocratiques internes

Si nous vivions au pays, cette question ne se poserait peut-être pas. Mais étant donnée notre situation objective d'opposition en exil, elle revêt une importance considérable. Il devient de plus en plus clair en effet que l'attitude d'un groupe politique face aux luttes

qui se mènent à l'intérieur contribue d'une façon importante à déterminer ses traits politiques. Cela permet d'évaluer, entre autres choses, l'importance de la mise sur la lutte pour le développement des libertés démocratiques dans le pays. Elle peut donner des indications sur la prétention ou l'ambition du groupe en question à résoudre seul, ou strictement à partir de l'extérieur, le problème politique. Mais elle révèle par-dessus tout son degré de réalisme politique.

Cela dit, comment le R.D.N.P. se situe-t-il par rapport à cette question ?

C'est une attitude d'écoute attentive et de respect de ce qui se fait à l'intérieur, attitude d'ailleurs pas nouvelle et très largement répandue de nos jours dans le monde politique de la diaspora.

Les temps ont bien changé. L'opposition haïtienne à l'extérieur se réveille à une réalité : le pays, il est en Haïti.

On laisse de plus en plus tomber les accusations. La « presse indépendante » ne se fait plus taxer « d'opposition loyale de sa majesté ». On parle de jonction. On s'est rendu compte que non seulement le déblocage de la situation ne peut se faire que dans le pays mais encore à partir de ce que les gens qui s'y trouvent vivent vraiment. En d'autres termes, le niveau de lutte sera celui que l'intérieur est en mesure de porter.

Cependant, si la dynamique interne s'impose comme point de départ de toute considération ou de tout projet d'action politique il n'est pas interdit aux mouvements externes d'essayer de faire progresser la lutte. C'est apparemment ce que comprend le R.D.N.P. qui fait état du déploiement de ces U.T.A.S. (Unités de travail et d'action) qui visent à « l'implantation de nouvelles bases dans les nouvelles générations, à Port-au-Prince et en province »...

Le modernisme technologique

Si le type de société qu'entrevoit le R.D.N.P. correspond globalement aux modèles envisagés par d'autres courants politiques modérés de la diaspora, Manigat semble mettre plus d'emphasis sur le modernisme technologique. Le thème revient souvent dans ses énoncés. Il en fait un des « six points cardinaux » de sa plateforme politique. Il en parle encore dans ce premier numéro de « L'Alternative ». Il préconise même, ce qui est une heureuse idée, un inventaire des compé-

tences haïtiennes éparpillées aux quatre coins du monde. Bref, mettre une nouvelle classe techniquement compétente au service du pays semble être une des préoccupations du chef du R.D.N.P.

Cette orientation, lui aurait valu d'ailleurs quelques critiques, puisqu'il s'écrie dans ses « Combats et débats » : « D'aucuns ont voulu voir, dans le fond et la forme de « Les impératifs de la conjoncture » on ne sait quel cachet d'élitisme et quel péché de technicisme. Mettre l'exigence de qualité et de rigueur scientifique au service de la cause des masses populaires est le contraire de l'élitisme et ne saurait être taxé de technicisme ».

En effet, serait-on tenté de dire, puisque la compétence technique n'est pas recherchée pour elle-même et qu'elle n'est envisagée que comme un moyen mis au service des masses populaires. Mais en réalité c'est loin d'être aussi simple. Dans la pratique, il n'existe pas de situation où l'option « techniciste » se proposerait comme une fin en soi. Elle ne peut être acceptée que comme un moyen au service d'une cause, populaire entre autres. Il arrive cependant bien souvent que les débats essentiels autour du propre devenir de ces masses populaires leur échappent à cause précisément du haut niveau technique de ces débats et cela, quelles que soient les bonnes intentions des dirigeants.

Même si je n'ai aucune difficulté à admettre qu'avec une pareille société nous serions bien loin de la république des Duvalier, nous ne saurions ne pas voir, d'un autre côté, les problèmes posés sur le plan du fonctionnement démocratique. Que faire alors ?

Il faut « adopter, dit Manigat, un type de développement économique qui associe la participation populaire et la modernisation technologique dans l'exploitation, sous contrôle national, de nos ressources naturelles et humaines, à des fins de justice sociale au bénéfice prioritaire des masses haïtiennes ».

La formule est belle et elle confirme la clairvoyance du leader du R.D.N.P. mais ce mariage, nécessaire sans doute, présente des difficultés intrinsèques que des déclarations de bonnes intentions ne suffisent pas à résoudre. La vigilance est donc de rigueur sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, pour assurer « la démocratie politique, cette création continue ».

Ce survol plus que rapide de la

sensibilité Manigat me permet de dire, ne serait-ce qu'en première appréciation, qu'à part les quelques traits spécifiques que j'ai essayé de faire ressortir, notamment leur précision, les propositions du R.D.N.P. se sont, somme toute, faites l'écho d'idées en circulation depuis un certain temps. Ce qui ne manque pas de réjouir le leader du R.D.N.P. qui « enregistre avec satisfaction, d'avoir été l'heureux interprète d'idées communément partagées ».

Le mérite qui reviendrait donc à Leslie Manigat et à son équipe c'est d'avoir fait l'effort de mise en ordre et d'articulation de ces idées. Travail important dans le cheminement vers un « consensus doctrinal ».

Mais on ne peut pas se contenter de voir dans cette sensibilité politique qu'une simple quête non signée de

« consensus doctrinal ». Elle est profondément marquée du coefficient personnel de Manigat. Tant et si bien qu'il est difficile de ne pas se définir par rapport à l'homme quand on se définit par rapport au projet.

C'est en quelque sorte, en mettant les choses au plus brutal : pour ou contre Manigat.

Disons tout de suite, au sujet de Manigat ou d'autres, c'est peut-être une question à laquelle il faudra finir par répondre un jour ou l'autre. Il est nécessaire que les idées s'incarnent à certains moments pour faire leur chemin.

Mais est-ce bien le moment aujourd'hui ? Je pense, avec l'auteur de « Les Impératifs de la conjoncture », que « ce qui... paraît essentiel, à cette phase, c'est ce consensus doctrinal ».

P.S.

centre oecuménique des droits de l'homme

Né de la préoccupation d'un groupe d'exilés Haïtiens devant l'absence de protection légale dont souffrent les membres de la communauté haïtienne, le C.E.D.H. (Centro Ecuménico de Derechos Humanos) se trouve établi à Santo Domingo, République Dominicaine, au cœur de la zone des Caraïbes.

Cette zone est actuellement le théâtre de changements politiques, de pressions démographiques, de migrations importantes. Au sous-développement structurel s'ajoute le poids de circonstances qui donnent une dimension tragique à la vie quotidienne des hommes. La réclamation des droits se heurte à l'ignorance de cas, à la passivité des sujets, à la peur permanente, à l'impuissance des organisations, au poids des dominations.

Pour contribuer à la lutte en faveur des droits des personnes, le C.E.D.H. poursuit une action à triple niveau :

Informier : Il ne suffit pas de proclamer les droits de la personne humaine de façon abstraite. Les atteintes aux droits appartiennent à la réalité historique : d'où la nécessité d'une vigilance permanente à l'écoute des faits. L'expérience a démontré que l'ignorance des faits de la part de l'opinion publique est un gage d'impunité pour les transgresseurs. L'arme de l'opinion peut créer la différence, pour des milliers de personnes, entre la prison et la liberté, la mort et la vie, l'humiliation et le respect.

Observatoire de premier plan, le C.E.D.H., par son bulletin LA VOIX, par ses dossiers, par ses interventions à travers les médias, sensibilise et mobilise l'opinion sur des cas particuliers et les situations traumatisantes.

Planifier : comme Centre d'études et d'analyses, le C.E.D.H. aide à la réalisation des projets spécifiques tendant à corriger ou à changer les situations. Du dessin d'un projet jusqu'à l'obtention des moyens adéquats pour le réaliser, le C.E.D.H. est au service des communautés de base dans leur lutte pour changer leurs conditions d'existence.

N'étant lié à aucune dénomination religieuse exclusive, ni soumis à un prosélytisme politique particulier, le Centre, dans sa perspective oecuménique, accueille toute initiative visant à promouvoir les droits des personnes.

Réunir : L'isolement étant un caractère inhérent à la géographie antillaise, le Centre oeuvre à la rencontre des personnes et des institutions de la zone et d'ailleurs. Par-dessus les barrières de credos politiques, de langues et des races comme aussi les barrières naturelles, ces rencontres sont le lieu d'une prise de conscience collective permettant aux actions particulières de se renforcer mutuellement.

Publication : **LA VOZ**

Adresse : c/o CEPAE

213, calle Venito Monción

Apartado, 252-2

Santo Domingo, République Dominicaine

Téléphone : 685-2620 / 687-5255

Directeur : Dr Jean-Claude Bajoux.

Tribune

● Gislaine Charlier écrit à Émile Ollivier

Gislaine Charlier a des reproches à faire et quelques précisions à apporter à Emile Ollivier qui lui répond.

●
Mon cher Émile,

En lisant ton article (*Collectif Paroles*, N° 2) intitulé : « Dans les retraits de l'inconscient/ou lecture de la question de couleur en Haïti », j'ai relevé cette affirmation :

« ... Même les théoriciens du mouvement révolutionnaire haïtien, de Jacques Roumain à nos jours, ont choisi sinon de l'occulter mais de la renvoyer, obliquement, avec ficelles et sparadraps, au musée des horreurs petites bourgeoises. »

Cependant, c'est bien dans le Tome Premier de *Trente Ans de Pouvoir Noir* publié par Collectif Paroles qu'a paru le rapport annuel d'Étienne D. Charlier dans lequel il est dit que l'année précédente, Anthony Lespès, alors Secrétaire général du P.S.P. avait, également dans son rapport annuel « amplement développé la position du Parti sur cette question de base. » Est-ce que dire d'une question qu'elle est une *question de base*, c'est la reléguer « au musée des horreurs petites bourgeoises » ?

D'ailleurs, dans ledit rapport, Charlier a lui-même analysé cette question : *Le P.S.P. et la Question de Couleur*, pp. 253 à 258 de *Trente Ans de Pouvoir Noir*, Tome Premier.

On peut n'être pas d'accord sur la

manière dont un tel ou un tel traite une question, mais on ne saurait dire que personne ne l'a fait lorsque plusieurs l'ont analysée.

Par cette affirmation erronée, tu apportes, sans le vouloir je pense, de l'eau au moulin de ceux qui, depuis vingt ans et plus, s'acharnent à occulter tout ce qui a été fait avant eux et leurs amis ; de ceux qui s'imaginent que seuls, les étrangers possèdent le don de pouvoir étudier convenablement et comprendre nos problèmes ; et aussi des théoriciens fascistes, tel un René Piquion dont le Docteur Jean Price Mars a dû, au seuil de la mort, réfuter les assertions meurtrières.

Dans l'« Analyse Schématique 32-34 », Roumain en a longuement discuté, d'abord dans la première partie : *Il Préjugés de Couleur et Lutte de Classe* (trois pages) et dans la seconde partie : *Le Manifeste de la Réaction Démocratique*, au sous-titre : E) La R.D. et la Question de Race. On y lit justement :

« S'ensuit-il de tout ce qui précède que le problème auquel la R.D. a voulu porter une solution n'existe pas ou qu'il ne faut pas s'en préoccuper ? Absolument non ! Il est certain que notre milieu est affligé d'un redoutable complexe d'infériorité raciale d'origine coloniale : le mulâtre est à plat ventre devant le premier blanc débarqué en contrebande sur nos rives, simplement parce qu'il a la peau blanche. Et certaines catégories de noirs surtout appartenant par leur puis-

sance économique à la bourgeoisie se comportent de la même façon vis-à-vis du blanc. »

Et voici ce qu'en dit Christian Beaulieu dans son célèbre article *Classe et Caste* :

« ... D'ailleurs, le préjugé de couleur n'a pas été inventé par les haïtiens : ce n'est pas simplement un des bijoux de l'héritage colonial ; c'est le produit de l'éducation, c'est-à-dire des habitudes de pensée fatalement imposées à tous les groupements noirs qui, pour leur heur et malheur, sont entrés en contact plus ou moins profond avec la culture du monde occidental.

À ce compte, il atteint, à des degrés divers, tous les membres issus de ces groupements, indépendamment de la coloration de leur peau. Il est à peine besoin d'insister là-dessus : c'est-à-dire que tous, tant que nous sommes, nous sommes affligés d'un complexe particulier, d'un complexe spécifiquement occidental dont il est fort malaisé de se débarrasser. »

Voici, je crois, des paragraphes sur lesquels il importe de méditer.

Pour finir, je t'envoie une liste de quelques textes connus. Il y en a d'autres. On peut essayer de les trouver.

Je te prie d'agréer, mon cher Émile,
mes salutations les meilleures.

Ghislaine Charlier
2325, Iroquois
Mont-Royal, H3P 2S6
Tél. 735.00.90

ANALYSE SCHÉMATIQUE 32-34 de Jacques Roumain.

CASTE ET CLASSE, article de Christian Beaulieu, reproduit dans LA NATION des 10 et 19 juin 1947.

RAPPORT ANNUEL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.S.P. Anthony Lespès, LA NATION, janvier 1947.

RAPPORT ANNUEL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.S.P. Étienne D. Charlier, LA NATION, janvier 1948, reproduit dans TRENTE ANS DE POUVOIR NOIR, Montréal.

LES CLASSES SOCIALES, article d'Étienne D. Charlier, un chapitre de son manuscrit « Essai sur le mouvement de janvier 1946 », paru dans le No Spécial de LA NATION, Noël 1947.

EN MARGE DE NOTRE « APERÇU » (Réponse à M. Emmanuel C. Paul), brochure d'Étienne D. Charlier paru à Port-au-Prince en 1955, pp. 54 à 58 : *Sur la Couche Privilegiée des Nouveaux Libres et la Question de Couleur*.

ON NE COMPOSE PAS AVEC LE RACISME (Autour du débat sur le « colorisme » et des articles de René Piquion) d'un jeune militant haïtien de Paris, texte paru d'abord en brochure dactylographiée à Montréal puis repris par le journal EN AVANT. L'auteur conclut en présentant *Cinq thèses sur le colorisme* :

1— Le mulâtrisme comme le noirisme sont deux variantes issues des contradictions de classe inhérentes à notre formation sociale, et qui contribuent toutes les deux à maintenir la domination de la classe dominante actuelle.

2— Le mulâtrisme comme le noirisme renvoient

— d'une part, à la contradiction fondamentale de notre société qui oppose les classes dominantes aux masses populaires en majorité paysannes

— d'autre part, à des contradictions secondaires au sein même des classes dominantes.

3— Le mulâtrisme comme le noirisme sont d'essence réactionnaire, anti-populaire et contre-révolutionnaire.

4— *Seule la lutte révolutionnaire peut poser les bases de la disparition du colorisme — du racisme — dans notre pays.*

5— *On ne compose pas avec le racisme.*

N.B. L'auteur mentionne, en note (4) un article de B.B. Joachim paru dans NOUVELLE OPTIQUE : *Sur l'esprit de couleur en Haïti*.

Il y a une collection de LA NATION à la Bibliothèque du Congrès (Washington, U.S.A.).

Cary Hector avait la brochure de ON NE COMPOSE PAS AVEC LE RACISME.

La réponse d'E. Ollivier

... Oh non, Ghislaine, je ne veux nullement occulter l'apport de ces aînés que j'ai l'habitude de considérer comme notre capital le plus précieux. Je ne surestime pas la contribution de ceux que vous appelez les « étrangers » dans la compréhension de nos problèmes et, dans le champ qui me préoccupe, il n'y a pas de quartier ni pour le racisme, ni pour le fascisme. Le passage que vous relevez voulait tout simplement attirer l'attention sur le travail de surdétermination de l'idéologie coloriste dans la réalité haïtienne. Comme toute idéologie, celle-ci a deux versants :

- Un versant théorique qui peut être cerné dans sa forme consciente, réfléchie et systématisée. Les textes que vous évoquez me semblent repérer assez efficacement le statut et les titres théoriques de l'idéologie coloriste dans la formation sociale haïtienne.

Mais, l'idéologie a également un versant pratique. Dans la société haïtienne, les idéologies pratiques ont des modes d'existences diffuses, plus ou moins spontanées, plus ou moins irréflechies. Elles sont des montages de comportements, de gestes, d'attitudes qui informent la pratique des haïtiens et quadrillent le socle de leur vie quotidienne.

C'est ce versant là qui m'intéresse particulièrement — et c'est cela, et cela uniquement que j'apprécie dans le livre de Micheline Labelle. Il m'a semblé qu'il fallait lui rendre justice, car son travail complète les avancées de J. Roumain, de Ch. Beaulieu, d'Étienne Charlier, etc...

L'idéologie qu'elle soit représentations ou attitudes est toujours remplie d'imaginaires et sa fonction en est une, entre autres, d'appréhension de la réalité. Micheline Labelle, en travaillant, comme elle le fait, sur l'idéologie coloriste en Haïti, montre comment celle-ci agit comme normes pratiques gouvernant « l'attitude et la prise de position concrète des hommes à l'égard des objets réels de leur existence sociale, individuelle et de leur histoire... » Roumain, Beaulieu, Charlier — illustres devanciers, certes, pouvaient difficilement travailler sur ce

terrain-là, puisqu'à l'époque les disciplines du social n'étaient point massivement influencées, comme elles le sont actuellement, par la linguistique, la sémiologie et autres « sciences » des signes et systèmes symboliques. Cela dit, je tirerai profit certainement à lire les textes que vous me suggérez et je vous assure, chère Ghislaine Charlier, que je continuerai à méditer sur ces questions comme vous me le recommandez, si aimablement...

Émile Ollivier
Montréal, le 7 avril 1980.

IDÉOLOGIE DE COULEUR ET CLASSES SOCIALES EN HAÏTI

Micheline Labelle

Élaboré à partir de témoignages, d'entrevues et de données directement recueillies sur le terrain, cet ouvrage porte essentiellement sur une analyse de la question de couleur en Haïti. Quel est le discours des divers groupes sociaux sur cette interrogation ? Quels sont les intérêts actifs qui se jouent derrière elle et qui alimentent les diverses formes du préjugé de couleur en Haïti ? L'auteur, docteur en anthropologie, montre comment cet obsédant problème masque et exprime fondamentalement, au-delà du passé de la formation sociale haïtienne et des retombées actuelles sur les relations interpersonnelles, la virulence de la lutte des classes en Haïti.

Un livre intéressant, non seulement pour les spécialistes, mais aussi pour un vaste public que préoccupe l'évolution des classes sociales.

Collection RECHERCHES
CARAIBES dirigée par Jean Benoist

Les Presses de l'Université
de Montréal

Critique

• Des zombies à l'université

Cary Hector et Charles Pierre-Jacques

23 mars, un dimanche matin d'hiver déclinant mais encore mordillant. L'auditorium AM-050 du Pavillon Hubert-Aquin de l'Université du Québec à Montréal fait salle comble malgré un droit d'entrée de six dollars, prohibitif à première vue mais compensé sans doute par l'offre d'une collation généreuse et... gratuite durant « l'entracte ».

Dans l'air, une curiosité et une hilarité contagieuses, pourtant, nous semble-t-il, gênées et inquiètes. Car il s'agit bel et bien d'une *confrontation*, par conférence et vidéo interposés, avec un sujet-mystère-fantasme-tabou de notre réalité culturelle : le *zombi* (ou pour le non-créolophone : le mort-vivant).

Confrontation patronée par le chapitre montréalais de l'Association des médecins haïtiens à l'étranger (AMHE) et prise en charge par le psychologue Emerson Douyon, professeur à l'Université de Montréal. Donc double garantie d'auréole scientifique et de sérieux de l'entreprise.

Rappelons pour le bénéfice de nos lecteurs que cette brusque « résurrection » de *zombis* a récemment suscité en Haïti beaucoup de remous dont la presse parlée et écrite s'est fait l'écho. *Radio Haïti Inter* a même donné la parole au plus « célèbre » des *zombis*, Clervés Narcisse, originaire du Pont l'Estère, « mort » en mai 1962 et « réapparue » en janvier 1980. Sous la plume de Jean-Robert Hérard, le *Petit Samedi Soir* (no. 323, 2-8 février 1980) a relaté son histoire et fait état d'une entrevue avec le docteur Lamarque Douyon (frère du conférencier). On apprenait

alors qu'en plus de Narcisse, deux autres *zombis*, Natagète Joseph et Francina Iléus, étaient en observation au centre de psychiatrie du Dr. Douyon qui entreprend leur réhabilitation psycho-sociale.

La vérité sur les zombies : divertissement ou appréhension scientifique ?

À l'UQAM, le professeur Emerson Douyon est venu nous confier les premiers résultats de ses propres observations comme psychologue et sous un éclairage précis : se proposant, à partir d'une « étude clinique » de dire « la vérité sur les *zombis* », il place d'emblée l'existence de ces derniers dans le cadre de « crimes rituels » associés au vaudou. Il s'agirait, selon lui, d'appréhender scientifiquement un phénomène dont les explications ont souvent sinon exclusivement relevé du mysticisme. Intention louable certes et dont on ne peut que féliciter l'équipe multidisciplinaire qui en a pris l'initiative, même si, en passant, on doit y noter l'absence (fortuite ?) de la sociologie...

Nous ne ferons pas écho ici à la mise en place, ou mieux à la mise en scène de cette entreprise à l'UQAM. Ce serait instruire le procès du *divertissement* qu'était venue y chercher une bonne partie de l'auditoire et qu'elle a sans doute trouvé. Disons sans plus qu'il n'y a pas eu mouvement de foule : personne n'est tombé en syncope, et le conférencier, visiblement décontracté et engageant, s'en est délibérément

tenu à un registre de *causerie*, dominé par une tonalité très peu dramatique, souvent riieuse, donc désamorçant tout courant potentiel de stress ou d'angoisse dans l'auditoire. Bien *joué*, sommes-nous tentés d'écrire.

Or, c'est justement à ce point que le bât blesse. On a pu s'en rendre compte particulièrement dans la période de questions-réponses. Là, écartant, éludant et ignorant carrément les implications sociales, culturelles et politiques de sa démarche, le conférencier s'est confortablement barricadé derrière l'aspect médico-psycho-légal de sa problématique. Nous entendons ici reprendre à notre compte — pour y avoir été nous-mêmes partie prenante — certaines interrogations et inquiétudes manifestées lors de cette opération-zombi. À notre avis, le débat doit être approfondi et donc demeurer ouvert. Aussi, cette brève chronique que nous soumettons à nos lecteurs n'a-t-elle pas d'autre prétention que de contribuer à l'*amorçage* d'un tel débat.

D'abord l'*énoncé* même de la conférence. L'on n'a pu, face à sa légèreté surprenante, s'empêcher de ressentir un profond malaise voire une irritation certaine : qu'est-ce qui, en effet, justifie la caractérisation de la mort apparente par empoisonnement (donc la création de « l'être-zombi ») comme « crime rituel » ? Certes, au vingtième siècle, n'importe quel code pénal, sous n'importe quel régime politique, sanctionne comme *crime* toute voie de fait ou acte de violence commis sur la personne d'un individu et entraînant par coups, blessures, mutilations, etc. sa mort *physique*, i.e.

biologique. Attacher en plus l'épithète « rituel » à un tel crime devrait signifier qu'il est perpétré dans un contexte où des rites particuliers (eux-mêmes accompagnés d'une ou de cérémonies, en tout cas d'un cérémonial) sont pratiqués à cette occasion et avec une finalité précise et reconnue comme telle.

Dès lors, sous ce double éclairage : *mort biologique* et *rites*, émergent toute une série de questions, les unes et les autres d'autant plus pressantes et graves qu'elles ne semblent pas avoir retenu l'attention du conférencier.

Le professeur Douyon a en effet explicitement affirmé que les patients (*zombis*), examinés par lui à Port-au-Prince, étaient cliniquement, *non pas biologiquement*, morts, i.e. qu'ils présentaient les symptômes apparents de la mort, ceux que révèle tout constat clinico-légal du décès. Or, ce qui est en cause justement c'est l'absence de *mort biologique* au moment d'un tel constat, donc la permanence de la vie (certes sous une forme « suspendue ») et qui rend possible la réapparition physique de l'individu comme *zombi*, i.e. en tant que « mort-vivant ». Ainsi que l'a encore dit le conférencier lui-même : « ou bien ces personnes sont mortes ou bien elles ne le sont pas ». Oui, that is the question ! Et personne, que nous sachions, n'a encore trouvé la réponse irréfutable. D'où nécessité d'aller au-delà du constat clinique du décès.

Alors ? alors, si la réalité empirique établit que ces individus sont bel et bien vivants (i.e. biologiquement vivants) — Clervés Narcisse aura pu procréer quatre enfants entre 1962 et 1980 — si donc telle est la réalité empirique, y a-t-il crime par *homicide* au sens strict d'un code pénal ? Qui peut, à la vue de Narcisse et des autres, dire « oui », avec conviction et preuve scientifique à l'appui ?

Le professeur Douyon l'affirme quant à lui. Il *criminalise* donc d'emblée et de façon globale une situation indéfinie, au mieux *hypothétique*, alors qu'il s'agit précisément d'en établir la matérialité. Pourquoi cette criminalisation décrétée ? En fonction de quelles certitudes ?

Autre question tout aussi grave : le « crime de zombification » est-il « rituel » tel que précisé plus haut ? Nulle part dans la conférence, cette démonstration n'a été faite. Tout au plus un autre énoncé d'autorité : la zombification serait liée à une « sous-culture criminelle » dans le vaudou,

notamment à la secte des « san-pouèl », affiliée au rite *péto*. Est-il jamais établi que des vaudouistes *péto*, rassemblés entre eux et à ce titre, aient pratiqué des rites conduisant automatiquement et inexorablement à une mise à mort par empoisonnement zombifiant ? Telle est la question impérative à laquelle il aurait fallu répondre « oui » sans ambages pour valider, au-delà de tout doute, le caractère *rituel* du crime présumé. Or, la seule certitude que l'on possède est celle de la zombification entraînée par communication *individuelle* d'une drogue selon des moyens ou des canaux connus du seul *houngan* (et de ses complices ?). Comment rendre compatible cette administration personnelle, et secrète du processus de zombification avec un *cadre rituel* qui suppose, par définition, la présence et la connivence de participants initiés ? S'agit-il d'une seule et même opération, d'une opération en plusieurs étapes ? À quoi et par quoi la reconnaît-on ? Et ainsi de suite.

Exigence de rigueur

Qu'on nous comprenne bien. Nous ne sommes pas en train, par une démarche implicite et inverse de celle du conférencier, d'exclure le fait du crime sur l'individu victime de zombification ni de poser la dé-criminalisation pure et simple de la zombification. Par contre, nous affirmons que, si l'objectif est de démystifier celle-ci comme *situation de fait*, les prémisses objectives d'une telle opération doivent être établies avec transparence et rigueur. Il n'apparaît pas que ce soit ici le cas. Dès lors, nous pouvons légitimement craindre par exemple qu'une nouvelle campagne « anti-superstitieuse » et « anti-criminelle » puisse être déclenchée sans coup férir, avec la caution « scientifique » d'énoncés d'autorité voire d'hypothèses d'école... qui restent à être vérifiées. Ou encore que des activités communautaires d'encadrement paysan puissent être frappées d'interdiction en arguant de leur association avec des vaudouistes de rite *péto*, donc potentiellement criminels. Ou enfin que le rite *péto* lui-même soit frappé d'anathème parce qu'entretenant des conduites criminelles ou incriminantes, i.e. « déviantes »... Il y a là, on le voit, une spirale d'interdits extensible à volonté selon les circonstances et les intérêts de tout pouvoir opposé à l'expression du vaudou.

Des questions de *méthode* et de *techniques* nous paraissent également préoccupantes.

Ainsi, les informateurs privilégiés de l'équipe multi-disciplinaire proviennent d'une trentaine de *houngans* (prêtres-officiants du vaudou) de la région de Port-au-Prince. Nous regrettons d'ignorer complètement les *critères* à partir desquels ils ont été sélectionnés. Mais là n'est pas la question fondamentale. S'il est une profession dans l'exercice de laquelle *savoir* est synonyme de *pouvoir*, c'est bien celui de *houngan*. Cette affirmation trouve sa confirmation dans le fait que la grande majorité des *houngans* ne transmettent leurs secrets qu'à la fin de leurs jours et pas à n'importe qui : en général, au fils aîné ou à celui jouissant de l'estime du père. Nous nous demandons alors : *comment les chercheurs ont-ils pu si facilement arracher des secrets qui constituent sans exagération la source du statut social et économique de leurs détenteurs* ? Autre inquiétude : n'est-il pas suspect — scientifiquement parlant — que la plupart des informations fournies correspondent, à quelques exceptions près, à ce que le commun des mortels sait déjà sur le phénomène *zombi* ? Quel est donc le contenu *nouveau* des secrets révélés ? Bien entendu, la vérité scientifique ne doit pas nécessairement *infirmer* des croyances populaires. Il nous semble cependant que les informations dont on a fait état auraient gagné en crédibilité si des *techniques de contrôle* avaient été mises en place pour les *confirmer*.

Par ailleurs, les *zombis* eux-mêmes ont été utilisés comme deuxième source d'informations. Nous sommes ainsi mis en face d'un autre problème d'ordre *épistémologique*, à savoir la relation entre objet et sujet dans la recherche de la connaissance. Il n'est pas inopportun de rappeler à ce sujet que de nombreuses critiques ont été adressées à l'*introspection* comme méthode de la psychologie. Dès lors, dans quelle mesure pouvons-nous accorder un crédit sinon inconditionnel du moins raisonnable aux propos des *zombis* ? Interrogation d'autant plus fondée que selon le conférencier lui-même, même si ces derniers ne doivent pas être considérés comme des malades mentaux, ils souffrent néanmoins de « détérioration de la mémoire » (par exemple, Francina Iléus ne pouvait pas se souvenir du nom de son concubin avant sa « mort »).

Quant aux *techniques* utilisées, signalons que des *tests d'intelligence et de personnalité* ont été appliqués aux *zombis*, tests conçus, on le sait, par et pour des occidentaux dans des contextes socio-politiques fort différents du nôtre. Le professeur Douyon et ses collaborateurs n'auraient-ils pas ainsi avalisé implicitement la valeur *universelle* prétendue de ces instruments et ignoré que ceux-ci non seulement charrient une certaine conception du normal et du pathologique mais aussi sont sous-tendus par certaines valeurs culturelles et idéologiques ? (Par exemple, même le test *Nébraska*¹ considéré comme a-culturel par ses concepteurs n'échappe pas à ce jugement, tant il est vrai que la situation même de « passer un test » demeure foncièrement culturel).

Au total, ces considérations méthodologiques et techniques révèlent les limites et limitations de cette approche psychologisante des phénomènes sociaux telle que privilégiée dans cette « démystification » du fait *zombi* : elle aboutit à évacuer, pire, à néantiser son conditionnement social et culturel, ou, dans le meilleur des cas, à le poser comme « déviant ». Par rapport à quelle *norme* ?

Parvenus à ce stade de notre questionnement, nous devrions pouvoir légitimement avancer quelques considérations sociologiques et socio-politiques contingentes à la problématique en débat. Mais voilà : comme nous le signalions au tout début, nous nous heurtons ici à une fin de non-recevoir de *principe* de la part du conférencier. D'aucuns peuvent choisir d'accepter cette « règle du jeu » sous le prétexte de ne pas « mélanger » les plans d'intervention et, spécifiquement, de « ne pas faire de la politique ». On le sait : « ne pas faire de la politique », c'est aussi en faire. Mais là n'est pas la question. Il s'agit de savoir, pour une explication objective, donc complète et globale, du phénomène *zombi*, si, oui ou non, il est aberrant d'ignorer les paramètres sociaux, culturels et politiques qui le rendent possible et l'entretiennent. Nous pensons d'emblée que oui.

Nous n'allons pas enfoncer une porte ouverte en ressassant la démonstration théorique d'un postulat largement admis dans les sciences humaines. Contentons-nous pour le moment de deux références provenant du conférencier lui-même et illustrant notre point de vue.

Pour justifier l'existence d'une « sous-culture criminelle » dans le

vaudou, le psychologue Douyon émet la thèse d'un système de *double justice* en Haïti : la justice traditionnelle, i.e. officielle, reconnue, et une justice « parallèle ou populaire », qui serait « coutumière et sans appel ». Celle-ci serait en conséquence le cadre de perpétration et d'organisation secrète notamment du crime de zombification.

Cette thèse, on le voit tout de suite est le pendant — faut-il dire « psychologique » ? — de l'interprétation conventionnelle et — erronée — de la société haïtienne comme un système social à deux compartiments *étanches* d'un côté, la société urbaine, de l'autre, la société rurale. Mais retenons l'énoncé même de la thèse. Celle-ci est-elle simplement soutenable face à l'évidence sociologique massive d'une « justice officielle » traversant de part en part *l'ensemble social haïtien* et s'abattant par contre avec une pesanteur particulière sur le monde rural ? Cette thèse serait-elle un instant plausible qu'on ne saurait justement s'interdire de se demander : pourquoi cette justice « populaire » ? Quelle en est la *raison d'être* ? Ne serait-ce pas à cause de la pression/oppression de la « justice officielle » ? Poursuivre ces interrogations nous amènerait à généraliser indûment ce que le conférencier n'a apparemment fait que *conceptualiser* ad hoc pour sa propre démonstration et sur la base d'un *cas d'espèce*. Pourquoi donc cette conceptualisation/généralisation pour le moins hâtive de sa part ?

Il nous semble que la réponse à cette question (et à bien d'autres) peut être recherchée dans la problématique d'*ensemble* de la conférence énoncée d'entrée de jeu. Elle constitue elle-même la deuxième référence à laquelle nous faisons allusion plus haut. En effet, contrairement à ses développements ultérieurs de nature strictement clinique, le conférencier avait commencé par poser un rapport global entre *Tiers Monde, criminalité et déviance*. On pourrait dès lors pressentir une évocation des problèmes liés au sous-développement et conditionnant des comportements présumés de « criminalité » et de « déviance ». Surtout l'on pourrait s'attendre à un éclairage *comparé* de ces problèmes, lequel permettrait d'articuler le cas haïtien sous étude à un cadre d'explication plus large. Or, il n'en a été strictement rien, sauf deux allusions rapides au Maroc et aux Caraïbes.

Force nous est donc de constater qu'en définitive, nous nous sommes

trouvés devant un « blow-up » médico-psycho-légal d'une problématique (la zombification) au détriment — joint à la méconnaissance — de ses dimensions sociales, culturelles et politiques. Nous faisons nôtre cette observation de Jean-Robert Hérard dans l'article du PSS cité précédemment : « Pour notre part, écrit-il, nous pensons que le phénomène zombi(e) est la reproduction de dynamisme (sic) des rapports existants dans la société ».

Ainsi la boucle est bouclée et les termes du débat ne souffrent pas d'ambiguïté : ou bien l'on part d'une hypothèse d'école (criminalité et déviance dans le Tiers Monde) et l'on construit en conséquence un cas d'espèce : le phénomène *zombi*, d'où le cercle vicieux d'une démonstration en vase clos, unidimensionnelle (axée sur le clinique) et empirique (données apparentes) ; ou bien l'on part d'une situation de fait (la zombification), objectivement identifiée et intégrée dans son cadre à la fois spécifique et général d'expression et de manifestation, d'où la recherche nécessaire d'une explication largement informée par *toutes* les dimensions repérées dans ce cadre.

On voit la différence qui sépare l'une et l'autre approche. Dans la première, l'on choisit de se contenter d'une connaissance partielle, spécialisée et circonscrite du phénomène : c'est le confort du laboratoire. Dans la seconde, l'on *risque*, en dépassant ce mode de connaissance, de *dévoiler* les ressorts ou mécanismes de l'ordre social qui conditionnent et entretiennent l'existence du phénomène : c'est l'inconfort de la matérialité historique environnante.

Question d'attitude « personnelle » Non point. De nos jours, aucun scientifique social, surtout s'il provient du Tiers Monde et s'en réclame, ne peut se payer le luxe d'ignorer la relation intime entre (son) savoir et (son) pouvoir. Interpellé à un moment donné sur cette problématique, le professeur Douyon a esquissé un sourire... et s'est tu. Silence-réponse signifiant à la manière de Francina ou de Natagète : « plaît-il ? ». C'était tout dire ou presque.

C. H. et C. P.-J.

¹ Test d'évaluation conçu pour sourds-muets et aveugles.

Déclaration

• La communauté haïtienne du Québec et le référendum

Au moment où ce numéro de Collectif Paroles paraîtra, le référendum québécois appartiendra au passé. Les résultats seront connus, mais tout n'aura peut-être pas été dit. À titre d'information documentaire nous reproduisons cette déclaration commune, publiée dans la presse québécoise et endossée par la plupart des groupes communautaires de l'émigration haïtienne au Québec.

Le gouvernement du Québec appelle la population, le 20 mai 1980, à lui donner, par voie de référendum, le mandat de négocier avec le reste du Canada une nouvelle entente basée sur la souveraineté de l'État du Québec, assortie d'une association de cet État avec le reste du Canada.

Engagé depuis longtemps, le débat référendaire a maintenant atteint son point culminant. Chacun des deux camps, celui du oui comme celui du non, investit toutes ses énergies et toutes ses ressources dans la lutte. Chaque camp sonne le rassemblement de tous ses alliés et de tous ses sympathisants pour les jeter dans la balance et tenter d'infléchir le résultat final dans le sens de son option.

C'est dans ce contexte que, depuis quelque temps, des politiciens canadiens et haïtiens s'attachent à distiller dans la communauté haïtienne du Québec une propagande visant manifestement à créer autour du référendum un climat d'angoisse et de peur. Cette propagande touche surtout les petits salariés haïtiens sans avoir et sans pouvoir qui, par la précarité même de leur situation, sont particulièrement vulnérables à cette sorte de chantage (allusions à des pertes d'emplois voire à des expulsions éventuelles en cas de victoire du oui).

Sans prétendre, ni pouvoir donner des mots d'ordre aux membres de la communauté haïtienne, nous croyons opportun de mettre en garde nos compatriotes contre cette propagande

alarmiste et savamment orchestrée. Nous les exhortons à garder leur sang-froid devant le référendum et à prendre position en connaissance de cause et en toute sérénité.

Forte aujourd'hui de plus de 25 000 membres, la communauté haïtienne du Québec y est solidement implantée. Pour la plupart des immigrants haïtiens et encore plus pour leurs enfants, l'avenir se joue et se jouera au Québec.

L'issue du référendum aura nécessairement de profondes répercussions sur l'évolution économique, sociale, politique et culturelle du Québec. À ce titre, le référendum intéresse directement la communauté haïtienne.

Les rapports de la communauté haïtienne avec le peuple québécois n'ont pas été sans heurts et sans conflits. En tant qu'immigrants et en tant que Noirs, les Haïtiens ont été et sont encore la cible de bien des manifestations de discrimination, de xénophobie et de racisme.

Il n'est en effet plus un secret pour personne que la présence visible et massive d'immigrants noirs a servi de révélateur de certains réflexes ethnocentristes et racistes à l'oeuvre dans la société québécoise. Il faut aussi reconnaître que le courant nationaliste québécois, en dépit de sa dominante progressiste, abrite dans ses rangs certains secteurs ouvertement chauvins et xénophobes. Mais au Québec le chauvinisme et le racisme sont loin d'être l'apanage de ces seuls secteurs. Et il serait profondément injuste et

démagogique de considérer la xénophobie comme une caractéristique majeure du mouvement nationaliste québécois. Par ailleurs, l'on ne saurait ignorer que les réflexes de fermeture et de repli ont été plus que souvent encouragés par l'attraction et l'absorption des immigrants non-francophones par le milieu anglophone.

En toute honnêteté, il faut affirmer que malgré cette présence d'un certain ethnocentrisme dans la société québécoise, le peuple québécois a réservé aux Haïtiens un accueil plutôt hospitalier et sympathique. De larges secteurs du peuple québécois ont manifesté une solidarité agissante envers les problèmes de la communauté haïtienne et ceux du peuple haïtien (campagne anti-déportation de 1974, appuis de divers organismes lors des événements de juin 1979 au Parc Ste-Bernadette, etc.). Les Haïtiens vivent dans un espace social et culturel qui leur a permis, au cours des années, de développer des liens de solidarité avec le peuple québécois.

Quel que soit par ailleurs le résultat du référendum, la communauté haïtienne devra s'organiser pour défendre ses droits, assurer sa survie et son épanouissement au sein de la société québécoise, autant que possible dans l'harmonie avec les diverses composantes de cette société et, en premier lieu, avec la majorité de souche française.

Tout en défendant fermement nos droits et, précisément, pour être en posture de défendre efficacement nos droits, nous avons intérêt, en tant que communauté, à adopter une attitude positive, ouverte et compréhensive à l'égard des aspirations du peuple québécois. La communauté haïtienne n'a aucun intérêt à se laisser entraîner dans une fausse croisade où elle est toute désignée pour servir de bouc émissaire aux uns et aux autres. Ne serait-ce que du strict point de vue de ses intérêts bien compris, la communauté haïtienne ne peut rester indifférente au référendum. Elle doit y participer et prendre position en toute lucidité.

Mais l'enjeu de ce référendum est autrement significatif : il n'est en effet rien d'autre que la question nationale au Québec. Le référendum constitue un moment important, peut-être même décisif de la lutte longue, tortueuse et multiforme que mène, depuis plusieurs générations, le peuple québécois pour son accession au statut de nation à part entière.

Quant à nous, nous sommes, par principe et par notre histoire, solidaires de l'autodétermination et de la souveraineté de tous les peuples. De plus, certaines affinités culturelles ainsi que les liens de solidarité concrète que nous avons tissés au Québec peuvent nous rendre particulièrement sensibles aux aspirations politiques du peuple québécois. Autant de raisons qui justifieraient un témoignage de compréhension que voudraient manifester des secteurs de la communauté haïtienne vis-à-vis de la volonté nationale du peuple québécois.

C'est au peuple québécois qu'il appartient en priorité de déterminer librement son avenir politique. Tout en y étant partie prenante, la communauté haïtienne devra respecter le vote populaire au référendum.

Montréal, le 23 avril 1980
Pour les signataires
Dr Yves Flavien

Ont endossé et signé cette déclaration les organisations communautaires haïtiennes suivantes :

- Collectif Paroles, Inc.
- Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal
- Maison d'Haïti
- Kouto-Digo
- Haïti-Presse
- Mouvement Fraternité Haïti-Québec

Revue de presse

● Réfugiés cubains et haïtiens

Quelle différence y a-t-il entre les 10 000 réfugiés cubains et les « boat people » haïtiens ? Telle est la question posée par Bertrand de la Grange du quotidien « *Le Devoir* », dans l'édition du 17 avril 1980.

Après avoir rappelé que un million de Cubains et environ cinq cent mille Haïtiens ont trouvé refuge à l'étranger depuis les vingt dernières années, l'auteur de l'article indique à quel point les deux pays ont été saignés à blanc, en fait de cadres et de professionnels. Alors que Cuba a réussi à remonter la pente grâce à « sa politique de mobilisation populaire... » la perte subie par Haïti « s'est révélée irréparable », selon l'auteur qui poursuit ainsi la comparaison : Certains chiffres parlent d'eux-mêmes : 80 % d'illettrés en Haïti alors que 95 % des enfants cubains sont scolarisés, et un revenu par habitant quatre fois plus élevé à Cuba.

Les deux pays sont aussi peu pourvus l'un que l'autre en richesses naturelles et ont une structure économique déséquilibrée, caractéristique du tiers-monde. Aucun des deux n'a réussi à sortir de sa dépendance à l'égard de la monoculture du sucre. Cuba a cependant ébauché un début d'industrialisation et ne voit pas les bénéfices réalisés sur ses produits d'exportation prendre eux aussi le chemin de l'exil, en direction des sièges sociaux des entreprises étrangères. En Haïti, les sociétés étrangères, surtout américaines, pompent les maigres richesses du pays tandis

que l'aide internationale constitue un écran d'autant plus scandaleux qu'elle est mal utilisée.

La différence fondamentale entre les deux régimes réside cependant dans la façon dont ils envisagent le problème de l'exode de leurs propres ressortissants. À Port-au-Prince, on n'est pas mécontent de ces départs qui permettent de faire baisser la pression provoquée par l'absence de terres disponibles et d'emplois. À la Havane, les autorités ressentent au contraire le phénomène comme un échec qu'elles ont d'autant plus de mal à encaisser que l'affaire de l'ambassade péruvienne, par exemple, est abondamment utilisée par leurs adversaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Les Cubains exilés constituent une minorité bruyante qui, après avoir bénéficié de l'appui actif de Washington dans leur lutte contre le régime castriste, sont devenus aujourd'hui un obstacle pour le rapprochement des deux pays. Il n'est cependant pas dit que le processus de normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba sera sérieusement mis à mal par l'affaire de l'ambassade. Quant aux réfugiés haïtiens, qui fuient plus la misère que l'absence de liberté, on peut penser, sans crainte de se tromper, qu'aucun pays ne s'en servira pour dénoncer la dictature de « Baby Doc », successeur de son illustre père.

Chronique

• Anba pié Mapou-a

Antoine Dodard et Michel Acacia

PWÉSI

KRITIK

TCHOUPANM

Nan lafimin pip
Sòti plis kozé
Pasé nan paj
Liv savé
Si ou pèdi
Pozé dèyè ou atè
Pran pip ou
Epi tann
Si youn ti kabicha vini
Ralé-l kè pòpòz
Lè jé oua klé
Oua mèt kontinié
Koté van a voyé
Lafimin pip la
Oua mèt sib li
Sé labòn direktion
Zonbi bann mannan
Oui roua
Sé kozé mèt lakou
Pou zonbi travay laté
Zonbi pa palé sévré
Min pip ak pip
2
Tresé lafimin
Pou fè flanm
Pou choukèt larouzé
Lod ak silans
Prété lamin
Pou idé mèt lakou
Pou zonbi anba solé
Lodè lafimin
Pifò pasé lodè
Zésèl lòt zonbi
Talala òp
Difé pran
Nan bab mèt lakou
Anba pié mapou
Sak tadi
Difé ta boulé bel bab
Joukstan zonbi anba solé
Taka pèmet griyin dan yo
Zonbi pa palé sévré
Min pip ak pip
Tresé lafimin
Pou fè flanm

Antoine Dodard

Revolte et Subversion dans
*Dèy Ak Lespoua*¹
de Pierre-Richard Narcisse.

Pourquoi intituler un recueil de poèmes *Dèy Ak Lespoua*? Le titre suggère une contradiction inhérente à tout processus : la contradiction de ce qui se meurt et de ce qui en naît. Dès la dédicace, on se trouve au fait d'une opposition déchirante :

Pou Pascal ak Ederle
Solèy nou an de moso

.....
Solèy nou koupe an de
Youn pou nou
Youn pou yo

Il n'est bien entendu pas question ici du soleil. Le soleil, c'est une image ramassée par le poète pour faire état d'une contradiction fondamentale de la société : la contradiction exploitateur/exploité. Aussi, cette image — revêtant parfois d'autres formes — figure-t-elle dans (presque) tout le recueil de Pierre-Richard Narcisse.

Elle revient ainsi un peu plus loin :

ala kontan yo ta kontan
ala fèt yo ta fè
si solèy-la té vini
ou koué kontan nou ta kontan
ou koué fèt nou ta fè
si solèy-la te vini

Ou encore, une autre expression imagée, sous une autre forme, rend compte également de la même contradiction :

Travay pou moun
pa siromièl
travay pou moun se fièl pété
travay pou moun kap kaléwès
bagay sila-a sé rin pété

C'est cette habileté de traduire avec des mots et des paroles de tous les jours, l'oppression et l'exploitation des masses, qui rend attachante la lecture de *Dèy Ak Lespoua*. Chants et paroles populaires s'entremêlent avec la rythmique qui leur est propre. Dans tout cela, il faut voir aussi du défi. Défi posé au mode de vie et

à la méthode de pensée dominants. Défi posé aux règles de conduites imposées d'en haut :

si-m relé ya di-m sé fanm
si-m kriyé ya di-m sé fanm
map relé
map kriyé
minm si yo di-m sé fanm

L'émotion n'est pas absente de la poésie de Pierre-Richard Narcisse. Mais ce n'est pas une émotion « travaillée » ; elle est nue comme la misère du peuple. Là réside tout le potentiel de subversion de *Dèy Ak Lespoua*.

Cette émotion est incorporée à la rythmique populaire. C'est si vrai que, quand il arrive au poète d'abandonner cette « rythmique », il aboutit au clichage et à la déclamation. Qu'on lise à cet effet, à la page 7, cette chose stupéfiante :

lavi ak lanmò
pa kouché sou min-m nat
lavi sé lavi
lavi pa lanmò
lavi nan peyi-m
sé min-m ak lanmò

Haïti, devenue (ici) cas d'exception, doit sûrement être en dehors de l'histoire ! Et puis, cette séparation absolue, définitive (sauf pour Haïti ! entre la vie et la mort ?

Il faut déplorer, chez le jeune poète, cette fausse traduction du réel. Il est peut-être encourageant de constater que cela ne forme pas la note dominante du recueil. Il reste à Pierre-Richard Narcisse de dépasser ces dernières séquelles de l'indigénisme. Cela seul peut lui prévenir de toute fausse représentation et lui octroyer une place privilégiée parmi les poètes du mouvement populaire haïtien.

M. A.

NOTE

¹ Édition Choucoune, Port-au-Prince, Haïti, mars 1979.

* L'auteur de ce texte étudie la Sociologie à l'Université de Chicago.

Dessin

Des langues et des discours

TEXTE ET DÉSSIN DE DIABLAËË
D'APRÈS UNE IDÉE "KÔLÔKIAL" DE RACHELLE



Critique

● Fiction et narration dans *Le Mât de Cocagne* de René Depestre

Marie-Josée Glémaud

De tous les écrivains haïtiens vivants, René Dépestre est l'un des plus célèbres et des plus controversés. Pour les hommes d'État, c'est l'adversaire qu'on ne nomme pas. Les manuels de littérature nous le présentent comme un poète engagé. Pour les écrivains, c'est un peu le maître à penser dont on se réclame ou se démarque. Quoiqu'il en soit, René Dépestre est celui dont on sent immanquablement la présence. Sa longue absence du pays natal (depuis 1946, il n'y a séjourné que quelques mois) fait de lui un personnage situé en dehors du temps.

Une oeuvre poétique abondante¹, un roman, *Le mât de Cocagne*², un recueil de nouvelles *Alléluia pour une femme-jardin*³, constituent l'essentiel de sa production littéraire⁴.

Dans les lignes qui suivent, nous nous proposons d'étudier quelques aspects de son roman *Le mât de Cocagne*. En premier lieu, puisque le texte se présente sous la forme d'un conte, nous dégagerons les limites d'application des codes inhérents à ce genre. En second lieu, nous essaierons de montrer comment la fonctionnalité narrative du texte vient en souligner l'intentionnalité, mettre en évidence le sens.

Le mât de cocagne et les normes du conte

Le mât de cocagne de René Dépestre se présente à nous comme une histoire simple dans sa linéarité. Henri Postel, un ancien sénateur, est

victime d'un régime dictatorial, arbitraire et sanguinaire, celui de l'État Onédo-zacharien. Toute sa famille a été assassinée sous ses yeux. Quand ce fut son tour, on estima que sa mort serait encore subversive pour le régime. Aussi le condamna-t-on à être vendeur détaillant dans un bas quartier de la ville. Pour Postel, c'est une déchéance telle qu'il décide d'abolir symboliquement le châtiment qui lui est infligé. À l'exil, il préfère l'ascension du mât suiffé. Il espère ainsi s'emparer du fusil qui, exceptionnellement, cette année, fait partie des cadeaux ornant la cime du mât. Son geste devrait servir d'exemple à tout un peuple et l'inciter à trouver des formes de solidarité en vue de lutter contre l'injustice et ainsi émerger de cette grande obscurité dans laquelle il se trouve plongé.

Sous quelle forme, ce récit qui, à première vue, semble politique, nous est-il présenté ?

D'entrée en jeu, Dépestre nous avertit : « Le grand pays zacharien dont il est parlé est de toute évidence une contrée imaginaire » (p.9). Ainsi, toutes références à l'histoire et à la géographie se trouvent écartées. Le lecteur devra donc s'attendre à ce que les événements narrés se passent en des temps et des lieux que seule définira la convergence du mythe et de l'a-temporalité. Voilà donc, au prime abord, *Le mât de cocagne* circonscrit dans un espace synchroniquement défini pour le conte.

« Il était une fois... » (p.11), introduit le narrateur. Le désir de l'auteur semble de plus en plus manifeste. Comme dans le conte, l'action s'ac-

complira en un temps spécial, le temps mythique, séparé du narrateur par une distance tout aussi mythique.

L'espace physique et le temps ne sont pas les seuls éléments sur lesquels nous nous appuyons pour croire que Dépestre a choisi l'univers du conte pour situer son oeuvre. Aucune armature dramatique n'en soutient le mouvement, laissant ainsi l'impression que la narration suit, sans hâte, dans le temps, la progression des événements. Pour passer d'un plan à un autre, il faut traverser des descriptions, des longs récits, des conversations rapportées, insérées dans le texte par l'intermédiaire de formes déclaratives telles : « j'ai dit », « que j'ai dit », « qu'elle a fait »... Or, nous savons que le conte ne connaît pas, comme le roman, de temps mort. Tout épisode se doit d'y être marqué.

Très vite, cependant, le lecteur réalise qu'il est face à un récit semi-fictif, que la perspective temporelle n'arrive pas à toucher aux confins de la légende, que les éléments narratifs typiques du conte sont plaqués, réduits à une convention parfaitement vide.

Bien que le préambule du roman dénie toute fidélité à un référent :

Toute ressemblance avec des êtres, des animaux, des arbres, vivants ou ayant vécu, toute similitude, proche ou lointaine, de noms, de situations, de lieux, de systèmes, de roues dentées de fer ou de feu, ou bien avec tout autre scandale de la vie réelle, ne peuvent être l'effet que d'une coïncidence non seulement for-

tuite, mais proprement scandaleuse⁵.

Il est pourtant aisé de se rendre compte que le roman trouve son point d'ancrage, s'enracine même dans l'histoire du duvaliérisme.

Par certains procédés que nous serions tentés de qualifier de puérils, Dépestre essaie de masquer le réel. Ses efforts, toutefois, n'arrivent pas à dégager le texte du réalisme, si nous convenons d'appeler ainsi, l'effet de reconnaissance que produit sur un public déterminé, toute oeuvre d'art. Le point de départ du récit est l'époque contemporaine, vibrante d'actualité. La géographie du lieu romanesque est loin d'être fictive, puisque maints renseignements nous l'indiquent. Les noms de rues, les places, les monuments nous situent à Port-au-Prince. Mais, même sans ces indications précises, il aurait été simple de parvenir à une représentation graphique du lieu du récit, en suivant les déplacements de Postel, en rapprochant les indices spatiaux, en établissant des ponts entre les données spatiales fragmentaires.

Parmi les personnages, seuls le héros et son entourage immédiat sont fictifs. Les autres sont réels, avec des noms à peine déformés : Barbotog, Daumac, Brissari, Wolgondé. Dans certains cas, des personnages réels sont cités sans déformation d'aucune sorte, en changeant seulement de fonction : Zacharie. D'autres sont évoqués mais ne paraissent pas : la femme de Zacharie, son fils, futur « électrificateur des âmes ».

De plus, ces personnages sont placés dans une représentation naïve des mécanismes sociaux, propres à frapper l'imaginaire la moins politique. D'un côté, les partisans de Zacharie, tous méchants et corrompus ; de l'autre, de bons prolétaires vivant autour de Postel : Sor Ciza la marchande de friture, maître Henri Le cordonnier, Eliza la masseuse et enfin, les jeunes, incorruptibles, qui le voulaient pour chef.

Le conte est parabole : c'est un récit allégorique sous lequel se cache un enseignement donné d'une manière détournée et obscure. Le texte de Dépestre, lui, apporte ou veut apporter une réponse aux problèmes de l'heure. Les promesses que contient l'ouverture du roman ne se sont donc pas réalisées.

Certes, nous savons que les lois auxquelles obéit le conte militent pour le maintien de l'ordre établi, que leur transgression est subversive. Dans ce

sens, les personnages, les lieux, le souci de légitimation des événements par leur vraisemblance peuvent être considérés comme des éléments subversifs des codes du conte. Cependant, les éléments du merveilleux, les cérémonies vodouesques, la promenade du mât à travers les marchés de la ville présentent l'aspect de contenus surajoutés, dont l'absence ne nuirait en rien à la compréhension du texte. Dans *Le mât de cocagne*, les deux fonctionnements, respect et transgression des normes ne sont pas liés par un rapport dialectique.

Doit-on regretter que la tentation moralisatrice du réalisme socialiste se soit installée dans le texte, l'ait investi, institué ? Doit-on regretter que l'espace mental de l'écrivain en ait été tellement tributaire ? Le réalisme socialiste est à l'oeuvre du début à la fin du roman. Par là, d'ailleurs, on peut relier *Le mât de cocagne* à d'autres textes, ceux de Roumain et d'Alexis, par exemple, qui, par le jeu de la concordance, l'auraient doté, s'il en était besoin, d'une valeur thématique.

Sans nous arrêter à étudier les diverses manifestations de la tradition réaliste socialiste dans l'oeuvre de ces écrivains, nous croyons pouvoir signaler une sorte de filiation littéraire, dans la mesure où nous définissons cette filiation comme étant non pas prolongement d'une droite ligne, mais plutôt, écart, propulsion à partir d'un point donné, destruction de l'ensemble ancien et construction nouvelle.

Le roman ne s'achève pas sur la mort de Postel. Une lettre d'Eliza que le narrateur reçoit trois ans plus tard, nous renseigne sur les événements survenus après. Ici, la lettre n'est pas utilisée comme genre littéraire. Elle n'est appelée que par une circonstance sociale. L'exil du narrateur l'avait maintenu dans l'ignorance de ce qui s'était passé après le coup de feu qui foudroya le champion du mât de cocagne de cette année-là » (p.168). La lettre n'est donc qu'un support, assumant une fonction de communication : elle permet l'accès à une information demeurée jusque là cachée.

Ouvert sous les auspices du conte, celui-ci va-t-il assurer la clôture du texte ? Un conte s'achève lorsque l'intégrité d'une situation initiale de manque, d'absence, d'inadéquation, se trouve rétablie. La recherche de la totalité, de la concordance qu'a constitué le déroulement du récit, une fois atteinte, le discours du narrateur s'éteint sur une image d'éternité : « ... ils vécurent heureux... ». Dépestre a

refusé ce silence. La lettre d'Eliza assure son autorité sur la fiction.

Toutefois, les événements tels que relatés dans la lettre manquent d'épaisseur romanesque. Que reflète cette fin incertaine ? Les hésitations, les insuffisances du mouvement révolutionnaire ? La lutte sur laquelle devrait, normalement, déboucher la prise de conscience provoquée par le geste de Postel est reportée à un futur indéfini.

Les indices d'intentionnalité

Quand on considère le roman comme genre, on s'aperçoit que traditionnellement, il déroule un texte au sein d'une temporalité nettement marquée, s'inscrit sous le signe de la vraisemblance, s'efforce de donner des garanties, quant à ses instances, à son usage et à ses visées. De ce fait, le roman insère, dans sa trame même, son propre modèle de déchiffrement et du coup, indique les balises qui permettent de repérer les différents niveaux de signification. Narration, description, dialogue, personnage participent alors de la volonté de signifier.

Mais, quand un texte exprime, de façon évidente, son intentionnalité, ce n'est pas seulement dans son discours manifeste qu'il faut chercher sa vraie signification. Elle est aussi dans le méta-texte, c'est-à-dire, dans tous les blancs, les non-dit, les formes et énoncés qui sont des points de risque, des points où l'équilibre textuel peut être mis en danger, puisqu'ils signalent les divergences, voire les contradictions entre le dire et le vouloir dire de l'auteur.

Le travail du titre

Le titre même de l'ouvrage attire déjà l'attention sur le projet de Dépestre. On pourrait dire qu'il est la représentation en surface de la structure profonde du roman tout entier. Il en est l'équivalent symbolique, il le synthétise.

En suivant le travail du titre dans le texte, on s'aperçoit qu'il repose sur une opposition terme à terme entre, d'un côté, « mât » et de l'autre « cocagne ». Cette opposition introduit une double connotation : celle de la lente et difficile ascension vers un sommet où sont suspendus quelques objets et friandises qu'il faut aller détacher en grimpa-
pant sur du suif et la conquête d'un

bonheur édenique dans un pays imaginaire où l'on aurait tout en abondance.

Dans ce titre, il y a toute une densité. Sur le plan historique, le mât est un symbole à double signification : qui peut le grimper peut aussi renverser le régime esclavagiste ; mais le mât est également un arbre : il est promesse de vie, de liberté. Il représente la force de « l'homme noir » (p.62). Et ce soleil éblouissant, accroché au bleu pur et franc du ciel au-dessus du mât est promesse de jouissance terrestre.

En se référant à un réel déjà là, préexistant au roman, le titre prend toute sa valeur, car il devient aussi anticipation métaphorique du dénouement. Dans la tradition haïtienne de cette fête populaire, celui qui parvient à graver le mât est fiché, jeté en prison, parce que soupçonné de nourrir des desseins criminels. Le titre constitue une mise en abyme du destin de Postel. Pour cette raison, il est important de noter la circulation de l'un des éléments du titre dans le récit : le mât est, tour à tour, le « dos de l'État onédo-zacharien » (p.50), « la symbiose complémentaire de l'onédo-zacharisme » (p.63), « le papaphallus » (p.82) qui défie le palmier, et enfin le double du président Zoocrate Zacharie lui-même. Le mât suifé est plus qu'un jeu, c'est un duel. En ce sens, on peut dire que non seulement le roman réalise les promesses du titre, mais encore que ce dernier a fonctionné comme courroie et articulation de lecture.

Les redondances du texte

Nombreux sont, dans le roman, les passages que nous pourrions qualifier de redondants, d'itératifs et même de superflus. La signification du geste de Postel revient plusieurs fois dans le texte sous une forme ou une autre. Relevons quelques exemples :

— « Vous allez voir ce qu'un zombie peut tenter pour retrouver l'estime de sa patrie. » (p.30)

— « La montée du mât... ça peut ouvrir les yeux de mes compatriotes. » (p.34)

— « Qui te dit que son action ne réveillera pas ce pays ? » (p.35)

— « Tu vas travailler pour tes nègres, avec eux. » (p.39)

— « Ton peuple, chef. Tu as des chances de lui ouvrir les yeux. » (p.64)

Ce taux élevé d'informations, ajouté à l'intention déjà manifeste du texte crée une impression de saturation. En fait, il répond, chez l'auteur, à une volonté de ne laisser aucune place

à l'ambiguïté, aucun interstice où se glisserait le doute sur les véritables intentions de Postel.

Nouveau Sisyphe, ce héros de Dépestre ressemble à cet éternel forçat de la légende antique, ce prolétaire des dieux, impuissant et révolté. Pleinement conscient de l'injustice qui lui est faite, et en même temps, à tout un peuple, Postel ne sollicite pas la pitié de ses bourreaux. Il les méprise ouvertement. Son refus de s'enfuir au Canada correspond à une volonté de ne pas se détourner de l'insupportable vérité que constitue le régime « onédo-zacharien ». Il lui lance un défi. Sa détermination à atteindre le sommet du mât symbolise la force de la raison qui refuse et accuse. Comme Sisyphe, il « enseigne la fidélité supérieure qui nie les dieux et soulève les rochers »⁶. Ainsi tout l'impact du combat qu'a mené le héros de Dépestre, de même que sa mort, réside dans cette prise de conscience. Il faut imaginer Postel heureux.

La fonction des lieux communs

Avec les cérémonies vodouesques, par exemple, on est introduit dans une thématique traditionnelle du roman haïtien (*le drame de la terre* de Jean-Baptiste ; *Gouverneur de la rosée* de Jacques Roumain ; *Les arbres musiciens* de Jacques Alexis ; *Désafi* de Frankétienne...). Ce thème répond à un moment préexistant à tous ces romans et suscite, de ce fait, des structures de récit toutes faites. Les écrivains haïtiens n'ont qu'à puiser dans ce grand réservoir que constituent les pratiques culturelles. La part d'invention, pour ceux qui utilisent ce thème, est si restreinte que le lecteur a une impression de déjà vu, à chaque lecture d'une cérémonie vodouesque.

Dans *Le mât de cocagne*, ce thème est récurrent. Trois cérémonies sont narrées dans leurs menus détails. Cependant, elles le sont sous forme d'une théâtralité anecdotique. Ce procédé a une double fonction : d'abord, reconstituer un contexte, une ambiance (ce renvoi à une origine précise fait partie intégrante de la volonté de signifier chez Dépestre) ; ensuite, grâce à cette relation hyperbolique, procéder à un déplacement du sens. Avec ou sans cérémonie, Postel arriverait au sommet du mât.

Clichés et calembredaines que Dépestre insère dans son roman ont cette même dimension culturelle et idéologique. Une femme écarte les

jambes pour uriner en présence d'un perroquet. L'évocation de cette situation appelle une association culturelle quasi mécanique. L'exclamation grivoise de l'oiseau ne surprend pas. Ces deux éléments — la femme et le perroquet — caractérisent certaines attitudes sociales. D'autres clichés, d'autres calembredaines, à résonance politique ou morale, exploités avec dextérité, émaillent le texte. Ils sont utilisés avec une certaine ironie, demeurent en retrait par rapport au discours même de Dépestre, fonctionnant comme des citations. Cette utilisation particulière montre, d'une part, comment, par le jeu des habitudes culturelles, langage verbal et langue du récit communiquent ; d'autre part, elle donne au texte une allure subversive.

Ces quelques données n'épuisent pas l'analyse des niveaux d'intentionnalité du texte. Cependant, elles peuvent nous permettre presque sans hésitation, de parler d'encadrement destiné à guider, à contraindre le lecteur qui ne doit pas se méprendre sur la véritable signification du roman : la dénonciation du régime onédo-zacharien, le refus de son arbitraire, la recherche d'une forme de solidarité. Pleins et déliés du texte ont pris en tutelle l'énoncé et l'énonciation, pour forcer le discours à se centrer sur son objet, à parvenir sans déviation à son but. Titre, propos et projet saturent le texte, en soulignent le thème majeur. Aucune place, aucun interstice où pourrait se glisser l'ambiguïté.

À tout prendre, *Le mât de cocagne* est un roman réaliste socialiste. La politique en est l'élément dominant. Cependant, on ne peut s'empêcher de souligner l'érotisme qui le traverse, érotisme qui bouscule même parfois ce référentiel politique. Laissant de côté la sévérité un peu ascétique du politique, l'auteur ennoblit le thème de l'amour, l'entoure d'une auréole de beauté, en glorifie même la jouissance. Des passages comme ceux-ci nous le démontrent :

— « Postel la (Eliza) reçut soudain comme une merveilleuse transfusion de sang ». (p.119)

— « Postel s'émerveillait à égarer ses sens dans les cinq cents pores de chaque centimètre carré de sa peau. » (p.119)

— « Postel la regardait, les yeux fous, les mains comme des oiseaux affamés, la bouche implorante, respirant fort, tout l'orient de la vie dressé dans son sang d'homme. » (p.121).

Mais, pour vraiment apprécier l'érotisme chez Dépestre, il faudrait lire les cinq nouvelles qui composent *Alléluia pour une femme-jardin*; il faudrait rencontrer Ollivier ou Jean-Paul, ces incorrigibles bavards qui, tour à tour, nous font part de récits, tous liés entre eux par la fantaisie érotique.

On pourrait alors distinguer, dans *Alléluia pour une femme-jardin* une double activité érotique : une activité érotique dans les sujets traités et une activité érotique dans l'écriture. Ces deux activités font, d'ailleurs, corps, n'étant ni l'une ni l'autre censurée, dans ce texte dont l'atmosphère rappelle étrangement celle de *La loi* de Roger Vaillant.

Barthes, dans *Le plaisir du texte*, parle de cette tentative que fait le texte « d'inscrire en lui le corps du scripteur, de rejoindre le corps du lecteur et d'établir une sorte de rapport amoureux entre ces deux corps »⁷. C'est ce qui se produit dans *Alléluia pour une femme-jardin* où le plaisir de conter du destinataire rencontre le plaisir de lire du destinataire. Cette complicité auteur-lecteur en fait une oeuvre agréable. L'absence de cette complicité alourdit la lecture de *Le mât de cocagne*.

M.-J. G.

¹ *Étincelles*, Imprimerie de l'État, Port-au-Prince, 1945. *Gerbes de sang*, Imprimerie de l'État, 1946. *Végétations de clarté*, Seghers, Paris, 1951. *Traduit du grand large*, Seghers, Paris, 1952. *Minerai noir*, Présence africaine, Paris, 1957. *Journal d'un animal marin*, Seghers, Paris, 1964. *Un arc-en-ciel pour l'Occident chrétien*, Présence africaine, Paris, 1966. *Cantate d'octobre*, SNED, Alger, 1969. *Poète à Cuba*, Oswald, Paris, 1976.

² *Le mât de Cocagne*, Gallimard, Paris, 1979.

³ *Alléluia pour une femme-jardin*, Leméac, Montréal, 1973.

⁴ René Dépestre a écrit aussi un essai : *Pour la révolution pour la poésie publié aux Éditions Leméac en 1974*.

⁵ René Despestre, *Le mât de Cocagne*, Gallimard, Paris, 1979, p.9.

⁶ Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe*, Gallimard, Paris, 1948, p.168.

⁷ Roland Barthes, *Le plaisir du texte*, Seuil, Paris, 1973, p.15.

COLLECTIF PAROLES

serait intéressé à entrer en contact avec des personnes ou des organismes possédant des documents visuels (photo-diapositives-films, etc.) qui pourraient servir à la section Graphisme/Illustration de son Service de documentation.

Notes de lecture

• Un manuel dépassé... décevant et dangereux

Max Manigat

Histoire d'Haïti, cours supérieur
J.C. Dorsainvil et F.I.C.
Paup., Édit. Henri Deschamps, 1978
(?),
371 pages.

Au moment où les livres de Georges Anglade : *L'espace haïtien*¹ et *Mon Pays d'Haïti*¹ viennent combler un vide et mettre à la disposition des élèves haïtiens deux manuels scientifiques et modernes, il est à déplorer que le livre d'histoire nationale en usage dans les classes du secondaire soit cette horreur dont une nouvelle impression en 1978 souligne le caractère conservateur et rétrograde.

La première édition de ce manuel date des années 20. L'inscription en page de garde en témoigne : « Ouvrage approuvé par le Conseil de l'instruction publique d'Haïti, le 29 mars 1924 ». Cinquante-quatre ans après, très peu d'additions et pas de révision. Les éditeurs n'ont même pas osé utiliser la formule consacrée « édition revue et corrigée ».

Les additions se résument à une dizaine de pages (299-309) se rapportant aux gouvernements de Lescot à Duvalier, et à quelques pages de dates en fin de volume. Les veilleries telles que : « Les deux cents millions d'hommes qui peuplent ce continent (l'Amérique) » et « Au moment de la découverte, la race rouge d'Amérique peuplait ce continent... » (p.322) n'ont pas disparu.

Le caractère rétrograde et conservateur du manuel éclate aux yeux. Déjà dans la préface du frère Archange les « Chers enfants » sont avertis : « Ce

livre... expose et raconte. Il juge rarement. Il dit ce qu'il croit être la vérité. » La recherche de la vérité historique est ici remplacée par la croyance de bonne foi. Les faits historiques qui devraient se caractériser par leur rigueur, la démarche historique qui ne devrait s'accommoder que de la plus grande précision possible deviennent des éléments soumis à une manipulation de bonne foi. Exposé et récit se font dans l'intérêt d'un groupe bien déterminé. Tout ce qui déplaît aux puissants en général : ancienne métropole, Église, grand voisin du Nord, bourgeoisie, et aux maîtres de l'heure en particulier, est soigneusement désamorcé. On s'étonne, par exemple, que l'exécution du général Moïse inspirée par T. Louverture n'ait même pas fait l'objet d'un chapitre. Le tout est expédié en un paragraphe de neuf lignes (p.105-106). Pourtant, cet épisode marque un moment important dans le cheminement des masses fraîchement sorties de l'esclavage vers plus de conscience politique. Le nom de Charlemagne Peralte y est mentionné deux fois (p.293 et 351). Benoît Batrville, lui, est complètement ignoré. Par contre, l'empire et le sacre de Soulouque s'étalent sur cinq pages (216-220), et François Duvalier se voit décerner le brevet d'homme « de grande valeur morale » (p.309). La section 270 bis consacrée à F. Duvalier (p.306-309) est un méchant morceau de propagande duvaliériste digne du *Nouveau Monde*, allant dans son irrationnalité jusqu'à utiliser le hideux système de majuscules dont les adjectifs et pronoms se rapportant à Duvalier sont affublés en Haïti.

Il y aurait beaucoup à dire de ce manuel. Son analyse déborde le cadre de ces notes. Cependant, nous ne nous élèverons jamais assez contre un état de fait qui permet à ce manuel dépassé, décevant et dangereux de demeurer un classique. Il vient d'être traduit en

espagnol par la Sociedad Dominicana de Bibliófilos³.

À quand l'édition imprimée et la diffusion large des travaux de Ambroise et Rameau, Hector et Moïse, et du P. Antoine Adrien ?

M. M.

NOTES

¹ G. Anglade : *L'espace haïtien*, Montréal, 1975.

² G. Anglade : *Mon Pays d'Haïti*, Montréal/ PauP., 1977.

³ J.C. Dorsainvil : *Manual de historia de Haïti*, Santo Domingo, 1979.

● Pélagie-la-charrette ¹

Gislaine Charlier

Une lecture chaleureuse et haïtienne du roman d'Antonine Maillet, prix Goncourt 1979

À douze ans, la lecture de l'*Évangéline* du poète américain Longfellow m'avait fait pleurer sur ce que les personnages de Madame Antonine Maillet nomment le « Grand Dérangement ». L'occupation de notre pays avaient rendu même les enfants, sensibles aux malheurs des peuples.

Aujourd'hui, le peuple haïtien fait depuis plus de 20 ans face à la persécution, la déportation, l'exil, cette fois, à l'échelle industrielle.

C'est à la lueur de notre propre histoire que j'ai lu dans *Pélagie-la-Charrette*, l'aventure de ces irréductibles qui, refusant un exil forcé se sont mis bravement en route pour remonter vers le nord où les attendaient la neige et ce froid mortel qui en fera périr plusieurs.

Fière à bon droit de ses ancêtres paysans, de leur amour obstiné pour leur terre, de leur entêtement à y retourner coûte que coûte, Mme Maillet les a peints tels qu'ils ont dû être, tels que sont les paysans de tous les pays. Et si ses personnages sont ainsi attachants, c'est parce qu'elle a conscience de son appartenance au peuple acadien dont elle nous conte les misères avec vigueur, entrain et lucidité.

Si, au XVIII^{ème} siècle, l'amour de ce peuple pour l'Acadie n'a pas cumulé dans un vaste mouvement de libération, c'est parce que les conditions historiques ne s'y prêtaient pas. Il y avait beaucoup de terres dans cet

immense Canada, les terres des Indiens...

Alors que les esclaves de Saint-Domingue, n'ayant ni terres, ni biens, n'avaient à « perdre que leurs chaînes ». Ils voulaient non seulement la liberté, mais aussi la propriété de la terre qu'ils avaient fertilisée de leur sueur. Et c'est pourquoi la vague émancipatrice de 1789 devait les soulever au-dessus de leur misérable condition et en faire des héros.

L'histoire émouvante de Pélagie-la-Charrette et de ceux qui l'ont suivie est un simple épisode, mais exemplaire, car ce sont les mêmes gens qui, lorsque les conditions objectives existent, font les épopées qui suscitent l'admiration et l'enthousiasme des âmes généreuses.

Dans une interview à la revue *Lire*, l'auteur de ce roman a clairement expliqué ce qu'elle a voulu faire et qu'elle a si bien réussi :

« La vie d'un peuple. On oublie que tous ces gens mettent près de dix ans à rentrer chez eux, et pendant ce temps-là il faut qu'ils vivent, qu'ils mangent, qu'ils fassent l'amour, qu'ils soient enterrés s'ils meurent; il faut qu'ils rient : on ne peut pas rester dix ans sans rire, surtout si on est Acadien. C'était de voir cette vie de la charrette de l'intérieur qui m'intéressait. J'y suis allée avec une espèce de lorgnette et j'ai regardé ce qui se passait. »

Et, elle ajoute ensuite :

« ... Dans mon roman, les données sont historiques mais les personnages ont des noms fic-

tifs, sauf que j'ai mis dans la charrette de Pélagie deux ancêtres à moi, un Cormier et un Maillet. Beausoleil est le seul personnage historique réel jusque dans son nom. C'est une figure légendaire en Acadie, il a été le Robin des mers de l'époque. Il a saisi le bateau anglais qui l'emmenait en exil, l'a fait virer de bord et a ramené les exilés au pays. Après quoi il est devenu pirate : il piratait les bateaux anglais chargés de déportés et les ramenait chez eux. »

Ce hardi capitaine Beausoleil n'est pas sans nous rappeler les marins indigènes d'avant l'Indépendance qui, sur les barges et les goélettes ont attaqué les bateaux anglais, puis français; ceux qui ont amené quelques-uns de nos chefs au Congrès de l'Archahaye; et ceux qui, après 1804, ont capturé des négriers et emmené les esclaves en Haïti pour en faire des hommes libres... Quel romancier les fera revivre pour nous ?

L'un des charmes de ce roman, c'est l'emploi judicieux des vieilles expressions, des vieux mots. Ainsi, ce Charles à Charles qui a été tué alors qu'il se sauvait, ne vous rappelle-t-il rien, natifs du Cap-Haïtien ? J'y ai entendu jadis : « *Vitre à chauffeur ya pas manqué sale!* » On y retrouve le beau langage des gens de mer : *le suète, le nordet, le suroit*; l'emploi constant d'*embarquer, débarquer, virer, bord*, encore courant au Québec et en Haïti, sans compter le *devant-de-porte* que nous connaissons bien. Pour

ceux qui aiment leur langue, le créole avec ses vieux mots français et même la prononciation archaïque de certains mots dans le français d'Haïti, les expressions qui ne sont plus guère employées en France, la langue des paysans acadiens ne semble pas complètement inconnue, pas plus qu'aux lecteurs de Giono, de Georges Sand, de Molière ou des écrivains des XV^{ème} et XVI^{ème} siècles. Et n'oublions pas *Gouverneurs de la Rosée*.

Il y a aussi ces légendes auxquelles les conteurs ajoutent parfois variantes et embellissements pour faire prendre patience, alléger la pénible montée vers le nord. Et le rire, la fête et les pleurs, la vie, quoi, avec ses ombres et ses lumières...

Les paysans de Pélagie-la-Charrette sont vrais, vivants, des hommes comme les autres, souvent plus pauvres, toujours plus proches de la nature. La paysannerie est le grand réservoir de toutes les richesses, de tous les talents, où les classes dominantes ont sans cesse puisé au cours des âges. C'est là que tous, nous avons pris racine.

Son héroïne, Pélagie, est à l'image de toutes les femmes de tête que l'on rencontre sans cesse, partout. À l'heure qu'il est, il y en a plus qu'on ne pense. C'est un portrait magistral de paysanne au grand cœur qui a su résister aux épreuves, prendre ses responsabilités et, avec les moyens en son pouvoir, vaincre à sa façon. J'aime la manière dont « en plein dans les yeux du capitaine », elle lui demande : « Ils avont-i' des fraises des bois et du sirop d'érable dans votre Louisiane ? » Quel Haïtien ne rêve de mangos, cirouelles, quenêpes, goudrine, bou-bouille et sirop de canne ?

Et cette générosité, cette humanité si typiquement populaire qu'elle montre lorsque, sur le point de se remettre en route, elle s'adresse au pauvre esclave noir qui se tient à l'écart :

« — Vous êtes libre, le nègre. Mais si par adon vous êtes sans pays, j'allons nous en qu'ri un dans le nord, embarquez. Et si vous avez oublié votre nom, dumeshui vous pourrez relever c'tuy d'un homme qui a péri dans le Grand Dérangement sans laisser de traces : Théotiste Bourg. »

De même, nos paysannes accueillent le pauvre blanc isolé parce que, disaient-elles, « il n'avait pas de mère ».

Telles ont été les esclaves noires, nos mères à nous qui ont peiné sur les

plantations de Saint-Domingue, qui ont gagné les bois avec les marrons, pris part à la révolte générale des esclaves, celles qui ont soigné les soldats français pendant l'épidémie de fièvre jaune ou qui ont combattu dans les rangs de l'armée indigène. Telle a été Toya, chef de bande et tante de Dessalines.

Aujourd'hui, des femmes luttent pour que vivent leurs enfants, en Haïti ou ailleurs, tandis que d'autres avec leurs familles fuient, dans les conditions que l'on sait, une patrie où la vie leur est devenue impossible, gardant au cœur, l'espoir d'y revenir un jour.

Pour nous, les privilégiés, au chaud dans un pays de glaces, la vie de Pélagie-la-Charrette telle que nous l'a contée Antonine Maillet est un véri-

table cordial. Elle nous fait prendre courage en nous remettant en mémoire les ressources inépuisables de tout peuple opprimé.

Où que nous soyons, nous sommes solidaires du peuple haïtien et de tous ceux que persécutent leurs oppresseurs car nous savons que, quoi qu'il arrive, il y aura toujours d'obscures Pélagie-la-Charrette pour accomplir jusqu'à la limite de leurs forces, ce qu'elles sont en mesure de faire. Et ce sont ces innombrables Pélagie qui font naître et grandir les Libérateurs de l'avenir.

G. C.

¹ Leméac, Montréal, 1979.

DIFFUSION GÉNÉRALE

C.P. 273, Succursale A
Longueuil, Québec JAH 3X6,
Canada

Mouvement Fraternité Haïti-Québec
1592, av. de l'Église 768-0953
Montréal, Qué. Canada

QUÉBEC :

Agence du livre français
1249 Bernard Ouest 271-6888
Montréal, Qué. Canada

Bureau de la communauté
chrétienne des Haïtiens
de Montréal
6970 Marquette, 725-9508
Montréal, Qué. Canada

Librairie Hachette
554 Sainte-Catherine E. 842-3857
Montréal, Qué. Canada

Librairie Renaud-Bray
5219 Côte-des-Neiges 342-1515
Montréal, Qué. Canada

Librairie Eureka
92 Notre-Dame
92 Notre-Dame 581-1110
Repentigny, Qué. Canada

Luna Agency
4616, Papineau 522-1936
Montréal, Qué. Canada

Disco-mini
67, Beaubien Est, 270-9316
Montréal, Qué. Canada

USA :

Haitian Book Centre
Post Office, Box 324
East Elmhurst, N.Y. 11369
USA.

FRANCE :

L'Harmattan
18, rue des Quatre-Vents
75006, Paris

BELGIQUE

Pierre-Renaud Darguste
25, rue Tenbosch,
1050 Bruxelles, Belgique.

Nouvelle

• Épilogue pour Leyda

Émile Ollivier

Lundi, le jour le plus cruel de la semaine. On ne revient pas tout à fait de la torpeur du dimanche et l'on n'a pas encore repris le train-train musclé de la semaine. Adelaide Nicolas, maquettiste à Radio-Canada avait décidé de rentrer un peu plus tôt chez elle, ce lundi-là. Elle fera une surprise à Michel qui, pour des circonstances indépendantes de sa volonté, ne peut plus se livrer à son travail de caméraman. Immigrants tous les deux, tenant d'une moitié d'île des Caraïbes, ils se sont connus à Radio-Canada, se sont aimés, et se sont épousés. Ils ont tricoté un petit bonheur conjugal, sans cloche ni cuivre. Rachel en est née : elle a onze ans. Ce lundi-là, Adelaide laissa un peu plus tôt qu'à l'accoutumée les studios de Radio-Canada. Elle prit le métro et deux autobus.

Les immigrants habitent loin du centre de la ville, loin de la station terminale, de l'autre côté de la voie ferrée.

Adelaide poussa la porte de l'appartement. Michel, cria-t-elle. Aucune réponse. Le temps de déposer son manteau sur un fauteuil du salon, déjà, elle était dans la chambre. Michel y vivait depuis trois ans, cloué presque. Adelaide ne vit pas Michel mais une enveloppe, en évidence, sur la taie d'oreiller. Adelaide l'ouvrit...

Rachel rentrera de l'école. Elle demandera des nouvelles de son père. Adelaide répondra simplement : Michel, est parti... Et ce sera un long silence entre la mère et la fille. Elles venaient, dira Rachel, de perdre l'amitié du Soleil. Elles iront manger, plus tard, dans un casse-croûte, au bord du Fleuve.

... Toi seule, tu sais la somme de fois que nous avons dû marcher à côté de nous-mêmes dans cette Ville d'Argent où nous fûmes obligés de nous amputer de ce qui fut le plus sauvagement nous-mêmes : le poisson et l'oiseau, le papillon et le baiser, la fleur brûlante et la poignée de main, la langue de la mer et les bras blancs de la plage, les cris de nos tam-tam et l'oreille qui les berce ; toi seule, tu sais, les gifles que nous reçûmes, chaque matin, dans la montée du jour en deuil de chants de coqs et de senteurs de rosée ; toi seule, tu sais la douleur de vivre avec des mots floués, sans visage ni domicile connu ; toi seule, tu le sais, Leyda ! Femme au visage de Néfertiti, chatte ou tigresse au cou de porcelaine, aux seins de nids à l'issant de l'hiver, oie sauvage, paresseuse aux cuisses de bocages, te donnerai-je vie dans l'espace de ces lignes pour qu'ils se souviennent longtemps après que nous avons vaincu les puissances de l'oubli ? Leyda ! Nous ne leur parlerons pas aujourd'hui de Maalot, ni du Sahel ni de Mi-Lay, ce sont là des douleurs devenues abstraites. Nous ne leur parlerons pas non plus de notre fille de onze ans et de notre fils — qui s'il avait vécu — chevaucherait aujourd'hui à grands cris le peuplement d'érable qui trace, tel que je le décide maintenant, le périmètre de notre cour. Même les arbres nous jouent de mauvais tours. Leyda ! Te souviens-tu ? Contre le déracinement qui travaille nos paysages intérieurs, tu plantais des avocatiers et des hibiscus dans la serre chaude de l'appartement ; que tu te le tiennes pour dit, Leyda : tes avocatiers et tes hibiscus sont des dérisions

d'avocatiers et d'hibiscus. Leyda, serions-nous devenus, nous aussi, des dérisions de nous-mêmes ? (Quand je t'ai connu, tu citais Marx et tu fumais des gitanes de maïs ; tu portais des chemises, à manches longues, quadrillées de teintes coruscantes...) Eh ! Oui... Nous avons vieilli ensemble... Comme le stipulait le contrat que nous primes, voilà de nombreuses années déjà ! À ce moment-là, nous ne savions pas que notre itinéraire serait bloqué. On nous aurait dit que nous n'aurions point vécu dans une contrée de tendresse, de serments et de soleil, on nous l'aurait dit et nous aurions reçu une telle affirmation comme une gifle... C'était en mil neuf cent soixante, souviens-t'en ! Nos rires adolescents et cette immense espérance flambaient nos corps. C'était avant les douleurs multiples, les grandes tueries, les disparitions sans causes, les prisons, les morts blanches, la grande transhumance... Mes yeux passent et repassent sur les avocatiers et les hibiscus de l'appartement que tu arroses patiemment dans la lumière de Novembre en comptant les petites joies qui nous attendent avant la fin de la journée : Rachel reviendra bientôt de l'école, Rachel et ses seins turgescents, à onze ans, déjà, pendue à ses livres de collégienne, les nouvelles du monde à la télévision, à six heures, on n'a pas le temps de vivre, et un peu plus tard, dans la soirée, des copains viendront nous conter la Caraïbe et ses plaies, la Caraïbe et ses moments d'Apocalypse, Flora, Hazel et aussi les vèpres de la Caraïbe. Quels merveilleux conteurs que ces augustes aux semelles de vents derrière leur barbe

aux couleurs de jais ! Et plus tard encore, nous nous endormirons, sans avoir fait l'amour, l'amour, ce sera pour l'aube, avec, dans le petit matin, la lumière de Novembre et les avocatiers et les hibiscus dérisoires que tu arroseras patiemment après que Rachelle sera partie, joyeuse vers le collège et ses amies...

Je ne révélerai pas la splendeur de ton corps, la fête de tes mains, la couleur de tes gestes. Nul point de repère, nul signe particulier ne permettront de t'identifier, de se mirer dans la lagune de tes yeux moirés. Leyda, ta vie prend forme dans l'espace de ces lignes, ta vie fragile, ta vie de pousses fragiles. Leyda, pendant longtemps j'ai évité de te nommer. Leyda, je voulais t'appeler Splendeur ou Vigilance mais tu porterais mal ces noms, ou, inversement, ces noms te supporteraient très mal. Splendeur et Vigilance ne feraient point ressortir ta fragilité de bourgeois, ta précocité de tulipe, ta sveltesse de liane déliée. Leyda, l'Ephéméride contre toi, j'ai pris, contre moi-même, une gageure, celle de vivre toute une saison avec toi et ne point te dévorer à petites bouchées comme, seuls, en ont le secret ceux qui, à force de vivre ensemble, finissent pas se ressembler jusque dans leur façon de marcher, de boire et de dormir. Revers et avers d'une même médaille : leur jeunesse, leurs espoirs, leurs projets, leurs rêves, leurs destins sont jumelés. Avoir vécu si longtemps avec toi, Leyda, je ne risque plus l'errance, les yeux crevés. Je ne meurs pas, je m'absente. C'est toi qui me l'as dit un jour, tu t'en souviens. (Tu es fait de mots et d'images, tu es indestructible ; la mort, tant de morts te guettent, te menacent, mais ne sauront t'atteindre tant que je serai de ce monde, je te donne ta chance de survie et d'immortalité...) O ma martelée, je voulais t'appeler Soledad mais ils m'ont doublé de justesse puisque plus d'un ont déjà peint dans ce prénom de jeunes femmes portant des décolletés en croix dans la transparence d'après-midi à crever la terre. Je voulais t'appeler Caridad mais pour cela, il aurait fallu que je sois flagellé à coup de crachats et de talons, finalement crucifié avec le bas du ventre légèrement roussi. Je voulais t'appeler Miracle mais il m'aurait manqué des oeilllets pour t'offrir en échange aux persécutions, aux catacombes ; il m'aurait manqué mille graffitis, mille cymbales et gongs, mille litanies. Je t'appelle tout simplement Leyda. Leyda ! Lève-toi et marche. Ah ! Je te reconnais, Vénus Callypige, danse d'oiselle cou-

reuse des Caraïbes, parfum de jasmin de nuit, meringue cool, ventre contre ventre, peau à la couleur de tan, gencive violette et dents de nacre, nuits bavardes et tambours insomniaques, sève perforeuse, mémoire charnelle, orgasme tapageur, Leyda !

Le corps est là, perceptible, corps que je ressens du dedans au lieu de l'observer comme objet, corps qui ne concerne pas les seules cellules de ma rétine, corps au contour souple sur fond de lumière bleue ouatée, corps qui, s'il existait devant moi et non point en moi appellerait le toucher, que le toucher modifierait pour revenir — l'instant d'après — à sa forme première, obstinée : serait-ce cela la jouissance ? Il faut que je m'attaque de front à cette figure floue en la faisant pivoter sur elle-même, avec le temps en abscisse et l'espace en ordonnée. Devrais-je rappeler, pour mémoires oubliées, que l'ordre premier des éléments de ce corps ne se sont jamais modifiés à travers les années ? Devrais-je indiquer que Leyda m'habite du plus loin, du plus profond de moi-même ? Mais, comment la repérer ? Comment la décrire ? Paysage, ville, population, ruelles grouillantes et marchés sont inséparables de la vérité physique d'un visage. Leyda, comment te camper dans ton détail, ta puissance sauvage, ta lumière quand il me manque la géographie, l'ethnographie et l'architecture du pays que midi calcine, du pays qui tremble et s'agite dans l'incandescence du jour ou dans l'étreinte de la nuit douchée de tambours, de meurtres et de cris muets. Un jour, il y eut une tache de sang sur ta culotte petit-bateau : le monde t'a pénétré alors avec ses extravagances, ses crues, ses peurs et ses solitudes. Une tache de sang ! Le monde en majuscules a hurlé par ta voix, ta gorge, tes viscères qui découvraient que nous sommes des animaux verticaux, grimmés de vide et d'absence, bardés de blessures et de dents pointues. Requiem aeternam pour ton enfance et tes marelles de craie blanche ! Requiem aeternam pour ton rire et tes osselets d'Espagne ! Requiem aeternam pour tes fugues et tes poupées de chiffon, Leyda !

Oui, aujourd'hui, ton corps exulte, c'est tout un spectacle de danse, les prémices d'un voyage aux sources des traditions populaires : déferlements et piétinements, débalancements de hanches dans une mousse de dentelle blanche. Leyda, te souviens-tu de nos pantalons à pattes d'éléphants et crinolines ? Leyda, souviens-t'en, l'éclat de nos peaux d'ébène sous le Soleil, Tu

disais que nous ne pouvions pas apprécier le Soleil, car nous sommes mal nés ; et moi, malhabile, ne parvenant pas à suivre tes pas, tes hanches, ton rire dans cette danse de vertige. Je me souviens de la cambrure de tes reins et de ton souffle et les jours qui coulaient goutte à goutte dans tes yeux noirs jais. Aujourd'hui, Leyda, tout est mauve, nos vêtements, les rideaux, les papiers des murs, les meubles, la vaisselle et jusqu'au tuyau de l'évier, Leyda, tout est mauve, Leyda. Nous avons vécu cette saison de nous-mêmes avec l'éclat des vieilles tempêtes. Nous avons tout partagé, nous avons tout perdu, nous avons tout gagné. Aujourd'hui, le jour s'effiloche dans la pétrification de nos gestes mangés par le temps. Prendrions-nous un moment pour rappeler nos bonheurs furtifs et nos chagrins communs ? Aujourd'hui, seule la mort peut nous apporter un changement, seule elle, Leyda, t'en rends-tu compte ? Mais, pourquoi à cet instant précis me remonte ce souvenir daté de l'année mil neuf cent cinquante sept. C'était en avril ou en mai, je ne m'en souviens plus, des colonnes d'êtres humains sortaient du bas de la ville pour gagner les montagnes : enfants à la mamelle, vieillards au dos, capitaines et escadrons de l'armée des souris, un seul voyage ! Il ne faut pas que la nuit les trouve dans les cases de ce côté-ci de la Ville : Ils ont encore au creux de l'oreille, le bourdonnement des rafales de mitrailleuse, à hauteur de lit. Cela s'est passé la veille au soir et l'avant-veille. Te souviens-tu de ce bruit de pluie, sur les toits de tôle ? Cette nuit-là, même, les insectes lucipètes désertèrent la ville...

... Leyda ! je ne te l'ai jamais dit : C'est à Venise, en août, au beau mitan de la Plaza San Marco, avec ses milliers de touristes et ses colombes que j'ai découvert ta splendeur. Te souviens-tu de Venise, Leyda ? Et Rachelle, heureuse, la tête pleine d'histoires à raconter à ses camarades de collège. Venise que l'on avait fini par confondre avec ce vieux film de Fellini. Ses gondoles d'un temps désuet, les chansons, c'est à Venise, Leyda, que j'ai su que nous ne vieillirions pas ensemble. Aujourd'hui, le jour le plus cruel de la semaine ! Un lundi de Novembre, le mois le plus impitoyable de l'année. L'hiver est déjà là... Je ne veux point offrir ce spectacle à Rachelle : une veine ouverte, un corps sans vie. Comme à l'accoutumée, elle rentrera avant toi. Tout compte fait, je vais me balader du côté de la berge la plus accessible du Fleuve...

É. O.

Peinture

• Une visite chez Bernard Wah

Émile Ollivier



PAYSAGE DE L'AVEUGLE

Émile Ollivier

Deux textes : l'un est le double de l'autre. Ils se déroulent sur deux scènes différentes. Ils se présentent comme une graphie de la vie.

PAYSAGE DE L'AVEUGLE, le tracé symbolique d'un rapport triangulaire qui trouve sa logique par rapport à un passé, la société coloniale, par rapport à un présent, un ordre de misère et de violence, et aussi par rapport à un ailleurs, la domination étrangère. Ici, nous sommes en face de trois personnages (Adémar Badegros, Heronymus et Iris sans Sommeil) qui vivent sous un arbre à la dimension d'un pays. Deux de ces trois personnages s'entendent pour torturer le troisième, l'assassiner à petit feu... *LE*

VIDE HUILÉ, une ébauche d'une vie d'exil. Vie où l'on perd, par tous ses trous, par tous ses pores, ce qui fut sien, ce qui vous fut le plus intimement personnel. Le lecteur est convoqué pour lire une mort interminable, pour écouter une voix qui renonce progressivement au discours, qui dit l'errance, l'identité dénudée. Herman Phamphyle erre, glisse, s'enfonce imperceptiblement dans l'anonymat feutré, ouaté d'une ville en pleine expansion...

Édition : Le Cercle du Livre de France
Pierre Tisseyre
8955 Blvd Saint-Laurent,
Montréal H2N 1M6.

Une quarantaine de toiles devant soi et brusquement, tous les objets picturaux produits dans l'espace haïtien sont silencieusement déclarés impertinents. La peinture de Bernard Wah balise un tournant. Je sais : il y a à notre connaissance, les aquarelles de Davertige mais elles donnent à voir la mesure d'une distance. Davertige, ces dernières années, a opéré, presque sans escale, un « déplacement ». Un grand périple dans le temps et dans l'espace. La Kabbale, les pyramides d'Égypte, le Char d'Ezechiel, le Pont de Washington, passent à travers l'oeuvre. Les formes qui en résultent sont des copeaux laissés par les puissances de l'oubli. Celles de Bernard Wah ramassent les retombées de la mémoire éclatée.

« Monde utérin », « bain matriciel » ont été les expressions choisies par des critiques pour adjectiver la peinture de Bernard Wah. Pour ma part, je crois (quitte à me reprendre plus tard) que les formes peintes par Wah présentent les images que libère l'état de sommeil. Chute lente de corps qui, « descendent, feutrés, ouatés, loués au ras des pôles ». Danse de la nuit paysanne qui nous vient, de derrière le rêve, où les chaises sont métamorphosées en phallus et les femmes vues de dos dans leur splendeur animale. Tête traversée de part en part d'épingles, de clous. Des couleurs appliquées avec la méticulosité d'un tapisserieur chinois. Même si l'on sent trop souvent passer sur la pointe des pieds les ombres géantes de Bosch, de Brueghel et même de Picasso, les figures de Wah nous restituent à travers des cercles éclatés, des images qui hantent notre géographie intérieure, des événements que nous avons subis, démunis, avec la tonalité d'un cauchemar lancinant. L'horrible s'est déjà produit (Heidegger) : la mort travaille (au sens que dit Freud quand il parle du travail du rêve) dans l'étalement tranquille de ces corps torturés, déchiquetés, de ces embryons promus à un avenir tout entier, inscrit dans le liquide amniotique. Mais il faut se méfier de l'apparent.

Fœtus, chairs, cercles, lumière trahissent l'univers abyssal : la vie, dans ces zones insoupçonnées, se compose, se décompose et se recompose à partir de son degré zéro. Ainsi, je ne puis me permettre de parler uniquement de sommeil : ces figures scandent la gestation, la rupture de la poche des eaux, la parturition... La peinture de Bernard Wah, belle comme l'incandescence du tungstène.

É. O.

Hommage

● Hommage à Jean-Paul Sartre (21 juin 1905 — 15 avril 1980)

Henri Piquion

Autant il nous paraissait relativement aisé de commenter la pensée et l'oeuvre de Jean-Paul Sartre, de discuter ses prises de position d'homme public, autant il nous est laborieux et pénible de parler de lui (« sur lui ») maintenant qu'il est mort. Surtout alors que tous les grands journaux et revues de France et du monde lui consacrent des numéros spéciaux ou de longs articles élogieux, des articles qui le découpent en petits morceaux que les apologistes se partagent selon leurs intérêts ou le type de rapports qu'ils avaient avec Sartre.

Quel scandale ! Comment peut-on découper Sartre ? Le romancier et le dramaturge qu'il était sont inséparables du philosophe dont la pensée ne peut être comprise si l'on ne s'arrête qu'à ses ouvrages théoriques. L'essayiste, le journaliste, l'orateur, le polémiste, l'activiste révèlent le philosophe et l'écrivain.

Il y a aussi l'homme dont la vie, privée ou publique, a toujours été en accord avec toutes les nuances de sa pensée. Un homme généreux et fidèle.

Pour mesurer l'étendue de sa générosité, il suffit, même en oubliant certains de ses titres comme *Réflexions sur la question juive* ou *La putain respectueuse*, même en oubliant ses préfaces aux *Damnés de la terre* ou aux *Discours de Lumumba*, même en oubliant les nombreux passages où il définit la littérature — la sienne d'abord — comme « un pacte de générosité entre le lecteur et l'auteur », il suffit de se rappeler que le 3 février 1980, aveugle, malade, se soutenant à peine, et sans avoir été sollicité, il est

allé à « sa dernière manif » protester devant l'ambassade de l'URSS contre l'exécution de trois Arméniens après un procès secret.

Un homme fidèle aussi. Fidèle à la promesse que l'enfant s'était faite de rendre compte du monde, promesse brillamment tenue dans des oeuvres qu'on cessera de lire seulement quand il n'y aura plus de lecteurs. Une oeuvre d'actualité. François Perrier rapporte qu'après une représentation du *Diable et le Bon Dieu* en plein Mai 68, des jeunes étudiants sont venus le voir dans sa loge : « Ils étaient persuadés que Sartre avait changé quelque chose à son texte pour être dans le coup. »

Fidèle à son engagement de témoin pour une humanité d'hommes réels, engagement qu'il a tenu toute sa vie malgré les risques, depuis qu'il a été brutalement happé par l'Histoire jusqu'à ce 3 février 1980 et jusqu'au jour de sa mort.

Fidèle à une pensée qui a toujours été contestation permanente d'elle-même dans une marche dont la dialectique récupère et enrichit sans cesse sa préoccupation originelle, celle de toute pensée qui se donne pour philosophie : la reconnaissance sans médiation de l'Homme dans l'homme. C'est cette préoccupation que Sartre nous a donnée comme passion en nous expliquant dans *L'Être et le Néant* le caractère immédiat de la saisie d'Autrui comme liberté *identique* à la nôtre. C'est cette préoccupation qui était au coeur de son tout dernier entretien, publié exactement un mois avant son décès. « L'expérience totale, vraiment pensable existera lorsque la

fin que tous les hommes ont en eux, l'Homme, sera réalisée. À ce moment-là, on pourra dire que les hommes qui sont produits auront tous une origine commune, non pas par le sexe de la mère ou du père, mais par un ensemble de mesures prises depuis des milliers d'années et qui aboutissent à l'Homme. Là sera la vraie fraternité. »

Il n'est pas scandaleux de découper Sartre pour lui rendre hommage. Le scandale, c'est Jean-Paul Sartre lui-même, qui nous a laissé cette vie immense et riche, cette oeuvre colossale et variée à comprendre, à juger et à agir. Au coeur de cette oeuvre, un concept-clé de sa philosophie, celui qui fonde tous les autres : la *liberté*.

Avec Platon, la philosophie a eu son ciel où la dialectique pouvait écrire en majuscules les petites affaires humaines. Ces majuscules s'appelaient des Idées : l'Idée du Bien, l'Idée du Beau, l'Idée du Juste, etc. De l'Idée de l'Idée, pas question. Ce manque devait être comblé au-delà de toutes espérances par le christianisme. Désormais Dieu incarnait et possédait à la fois toutes les Idées et aussi l'Idée de son Idée et celle de l'homme. Pour qu'il n'y eût pas méprise entre un homme et un chou-fleur ou un roseau, on le déclara « à l'image et à la ressemblance » de l'Idée, roseau, mais pensant. Platon n'eût certainement pas approuvé cette tradition de facilité qu'on fait remonter à lui.

Pour Sartre, au contraire, l'homme n'est pas un roseau, il est un être libre. C'est-à-dire qu'il n'y a nulle part, ni dans un ciel intelligible, ni dans la connaissance d'un Dieu créateur une

Idee d'homme, une essence de l'homme qui préexisterait à son existence. Il n'y a pas de nature humaine dont on peut attendre des manifestations pré-déterminées. L'homme existe d'abord, il *est* ensuite, ou plutôt *il se fait être*. C'est-à-dire qu'il est libre et seul. Son être est toujours devant lui, et le parcours de sa vie est une continuelle création-destruction-re-création d'être jusqu'au jour où la mort tire le trait. Dira-t-on alors qu'il *est*? Oui, mais pour les autres qui peuvent alors le figer dans des jugements contre lesquels l'être est trop plein de lui-même pour pouvoir quelque chose.

Le pouvoir est réservé à l'homme, à la réalité humaine, au pour-soi, ces trois termes sont synonymes chez Sartre. Il peut parce qu'il *n'est pas*, il existe, et par exister, il faut comprendre ce perpétuel dépassement de soi et de son objet, ces rebondissements continuels par lesquels il s'élève à l'être pour se projeter dans d'autres objets. L'homme est d'abord un projet, dira Sartre, car contrairement au roseau il vise des avenir dans un mouvement libre de création de valeurs toujours révocables.

Certains, Angela Davis entre autres, ont reproché à Sartre de n'avoir décrit que la liberté psychologique de choisir. En-deça de toute réflexion sur la liberté il y a ce thème redondant de la philosophie scolaire. Sartre l'a laissé aux professeurs.

La liberté dont il est question chez lui est tout autre. Ou bien l'homme est Dieu, et dans ce cas sa réalité est *en-massée* dans son être. Il ne sera ni lâche, ni révolutionnaire, ni lâche aujourd'hui et révolutionnaire demain. Il *est*. Il n'y a pour lui ni action, ni connaissance, ni émotion. Il est dans le monde avec les arbres, invisibles à ceux-ci et ne les voyant pas. Il n'est pas ici, ni là, ni ailleurs. Il ne se contente même pas d'être, il *est*. Ou bien alors l'homme est libre, s'il n'est ni Dieu ni chose.

De plus, la liberté sartrienne est une liberté située, historicisée. La situation limite le spectre des possibles offertes à la liberté. Sartre dit bien que l'homme peut toujours choisir entre la résignation et la révolte. Mais il décrit ailleurs des situations où seuls des *gestes* sont possibles, tout acte étant exclu. Dans *Saint-Genêt, comédien et martyr*, il montre qu'un enfant juif condamné au four par les nazis n'a même pas les moyens d'un suicide qu'il aurait choisi. La situation, c'est l'ensemble des coordonnées qui limitent l'individu et entourent l'aire de ses possibles. Si

l'ouvrier choisit la mort plutôt que l'enfer des usines, il réalise ainsi une volonté qui n'est pas la sienne. Le désir profond du capital, en effet, est la mort de la liberté et le surgissement de la nécessité sous forme de robots pour un contrôle plus efficace de la rareté.

Dans la liberté décrite par Sartre il y a encore la rencontre de l'Autre. Le conflit originel des consciences que Sartre a décrit dans *L'Être et le Néant* persiste d'un bout à l'autre de son oeuvre. C'est une donnée ontologique. Cependant, et même dans *L'Être et le Néant*, l'individu reconnaît en l'Autre une liberté égale à la sienne et peut tenter avec lui des relations positives. Cependant, en dehors des heureuses rencontres individuelles, l'Histoire comme *praxis* commune et communément acceptée et partagée est le véritable lieu où se rétrécit le conflit des consciences.

« La *praxis* commune est la liberté même faisant violence à la nécessité; mais quand les circonstances réclament la persistance du groupe (...) sans que l'urgence et la violence adverse viennent jusqu'au coeur de chacun susciter la *praxis* commune, quand sa *praxis*, se retournant sur lui-même, sous forme d'organisation et de différenciation, exige l'unité de ses membres comme fondement pré-existant de toutes ses transformations, il faut que cette unité soit comme une synthèse inerte au coeur de la liberté même. Il faut que ce moment du groupe en fusion où chacun est *le même*, *ici* (...) se perpétue pour chacun (...); il faut que ce sous-groupe (une sentinelle isolée, par exemple) puisse conserver en lui-même (...) une liaison libre et pourtant *donnée* avec chaque autre tiers comme régulateur et comme totalisé. Il faut que cet *ailleurs* (...) qui l'isole (...) conserve, malgré toutes les apparences de l'altérité, la structure fondamentale d'un *ici*; en un mot, l'action *réellement* autre de ce sous-groupe (...) soit désignée du fond d'elle-même comme la même, *ici* et partout. » (*Critique de la Raison Dialectique*, p.438).

C'est la réponse de Sartre à ceux qui le croyaient pessimiste : la possibilité pour des libertés (des solitudes) de se projeter ensemble vers un avenir commun, dans une entreprise commune, de se reconnaître l'une dans

l'autre, l'une par l'autre, malgré l'irréductibilité indépassable des consciences individuelles.

Le réalisme franc de la description phénoménologique porte entre ses lignes l'espoir d'un monde à faire. C'est en espérant que Sartre a clos sa vie intellectuelle. Un mois avant de mourir, il répondait à une question de Benny Lévy : « ... et je sais que je mourrai dans l'espoir, mais cet espoir, il faut le fonder. Il faut essayer d'expliquer pourquoi le monde de maintenant, qui est horrible, n'est qu'un moment dans le long développement historique, que l'espoir a toujours été une des forces dominantes des révolutions et des insurrections, et comment je ressens encore l'espoir comme ma conception de l'avenir. »

H. P.

LIVRES REÇUS

Gérard M. Laurent :
Quand les chaînes volent en éclats...
Imprimerie Henri Deschamps
Port-au-Prince. 1979.

« C'est moins le récit (de la révolte des esclaves) qu'a fait l'auteur de ce livre qu'une analyse de la révolution saint-domingoise en s'interrogeant sur la conviction des chefs révolutionnaires, leur sens de la stratégie guerrière, leur formation politique, leurs forces. »

Publications du Collectif Paroles

- 1— Charles Manigat, Claude Moïse, Emile Ollivier. *Haïti, Quel développement ?* Prix \$ 6.50
- 2— Kethly Millet. *Les paysans haïtiens et l'occupation américaine (1915-1930)*. Prix \$ 6.50.
- 3— Frantz Lofficiel. *Créole/Français : une fausse querelle ?* Prix \$ 8.00
- 4— Max Manigat. *Haïtiana 1971-1975*, (bibliographie haïtienne). Prix \$ 4.00.

Ces publications sont actuellement disponibles. On peut se les procurer en expédiant un chèque au nom du *Collectif Paroles*, C.P. 273, Succ. A, Longueuil, Québec JAH 3X6, Canada.

prix: \$2.50